

Le prolétaire

mensuel organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

17 juin au 8 septembre 1983

19^e année

3F

N° 374

Mécontentement des classes moyennes

Refuser le piège de la défense de l'ordre républicain

Le printemps 83 se sera soldé par une poussée de manifestations organisées par les organisations corporatives représentant les classes moyennes: la FNSEA, la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, le Cid-Unati, les médecins chefs de cliniques, les professeurs de droit d'université et des organisations étudiantes proches de la droite et de l'extrême-droite (où les slogans contre la réforme Savary étaient ponctués par des cris hystériques de haine anti-immigrée).

Le mécontentement des classes moyennes (paysans, commerçants, petits patrons, professions libérales) a même monopolisé tout le devant de la scène sociale lors du mois de mai alors que la politique d'austérité engagée par le plan Delors frappe essentiellement les travailleurs. On peut dire que les revendications des classes moyennes sont suffisamment générales pour regrouper autour d'elles le plus de monde possible mais, en réalité, elles ne profitent qu'aux couches déjà les mieux loties de ces classes. L'objectif principal était de consolider ou de préserver les avantages acquis pour prix de leur adhésion à l'ordre social bourgeois fondé sur la propriété, cela dans un contexte de crise qui oblige le capitalisme français à réduire inexorablement les secteurs parasitaires et peu rentables. De la sorte la fonction essentielle des manifestations qui se sont déroulées ce printemps était de faire dévier le poids de la politique d'austérité et de rigueur sur d'autres catégories c'est-à-dire en définitive contre les masses prolétaires.

Cette situation et cette agitation ont constitué un terrain privilégié pour les manœuvres politiques des forces d'opposition de droite et d'extrême-droite. Ainsi la droite a profité des "inquiétudes" des classes moyennes pour attiser les tensions et renforcer son influence politique parmi ces couches dans l'espoir notamment de reconquérir les voix qui en mai et juin 81 s'étaient déplacées en faveur de la gauche. Dans le même temps la droite a profité de l'occasion pour dénoncer la soi-disant incohérence du gouvernement de gauche désigné comme responsable des difficultés économiques et sociales et présenté comme obligé, sous la pression des faits, de revenir à cette attitude plus "réaliste", défendue depuis 81 par l'opposition, à contre-courant de la période d'"état de grâce". Enfin une telle attitude a permis de désorienter

(suite en page 5)

Dans ce numéro

- * Sens du plan Delors
- * Le gouvernement durcit sa répression
- * Non à l'expulsion des militants politiques
- * Libération immédiate d'Oriach
- * Correspondance : Créteil et Valence
- * Nos tâches dans la lutte syndicale
- * Lutte contre le militarisme
- * Front Polisario
- * Williamsburg
- * Palestine
- * Europe du sud : fonction de la social-démocratie
- * Brésil

DOM-TOM : vive la lutte anticoloniale contre la France

ANTILLES-GUYANE CALEDONIE

Après les attentats du 28-29 mai aux Antilles, en Guyane et à Paris, revendiqués par l'"Alliance Révolutionnaire Caraïbe" (ARC), le Secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, Lemoine, s'interrogeait : "Pourquoi ces explosions ? (...) depuis deux ans, je crois que le gouvernement a fait beaucoup pour ces départements (!!!) (...). En aucun cas ce n'est en recourant à des méthodes de ce type que l'on parviendra à résoudre les problèmes qui sont ceux des DOM". La réponse ne s'est pas fait attendre et le lendemain un communiqué de l'ARC affirmait :

"Nous déclarons solennellement que désormais plus rien ne sera comme avant et que, jusqu'à l'indépendance de nos pays Guadeloupe, Martinique et Guyane, nous n'aurons de cesse de harceler et frapper notre ennemi commun : LE COLONIALISME FRANÇAIS (souligné par nous) et ses collaborateurs locaux, partout où ils se trouveront (...). Nous saluons nos camarades de la Nouvelle-Calédonie qui ont, les armes à la main et au mépris de leur vie, affronté le colonialisme français (1).

Le peuple de France, en fonction de ses idéaux, fidèle à ses traditions démocratiques, comprendra la raison et la portée de notre lutte. Il lui APPARTIENT AUSSI DE FAIRE PRESSION (souligné par nous) sur ceux qu'il a installés au pouvoir par son vote. Pour notre part, nous sommes déterminés à aller jusqu'au sacrifice de nous-mêmes si c'est le prix de la dignité et de la liberté".

Ce communiqué était accompagné d'une "Proclamation solennelle" de l'ARC dans laquelle on pouvait lire :

"L'ARC a pour mission de chasser la France de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique (...). La farce est aujourd'hui terminée, la TRAGÉDIE COMMENCE POUR LA FRANCE (souligné par nous), car sa volonté de domination perpétuelle sur nous portait la marque de l'impossible (...). Aucun peuple, si petit soit-il, n'est jamais mûr pour la servitude, c'est pour cela que nous reprenons le cri de nos pères nègres-marrons : Vivre sans la liberté n'est pas vivre ! L'indépendance ou la mort !"

Lemoine, le secrétaire d'Etat au DOM-TOM nouveau promu, est allé faire une inspection au mois de mai dans le Pacifique sud. A son arrivée à Nouméa, il a été accueilli par une manifestation de 25 000 colons blancs destinée à lui faire comprendre qu'ils n'entendaient pas accepter un changement de statut de la Calédonie. Sur des banderoles on pouvait lire :

"Français nous sommes, Français nous resterons", "Ici c'est la France", "Respect de la propriété privée".

En Face, une autre manifestation organisée par les indépendantistes néo-calédoniens rassemblait 5000 personnes(1) autour des mots d'ordre suivants :

"A bas la justice coloniale", "A bas l'exploitation capitaliste", "RPCR, comme OAS, balayé par l'histoire", "Indépendance maintenant".

Ces quelques mots d'ordre illustrent le fossé entre colons et colonisés, exploités et exploités. Aucune initiative politique, fût-elle de gauche, ne pourra prolonger la situation coloniale sans que se renforce l'antagonisme entre les deux communautés. C'est pourtant le com-

(suite en page 5)

AFRIQUE DU SUD

MORT A LA TERREUR BLANCHE

Le 9 juin dernier le verdict tombait : trois des six militants noirs de l'ANC jugés étaient condamnés à mort pour s'être révoltés les armes à la main contre un régime infâme qui les condamnait à l'exploitation dans des bagnes productifs ou à la déportation dans les homelands ou les bantoustans. Six jours auparavant, le 3 juin, un blanc était condamné à 2000 heures de prison dont 800 avec sursis pour avoir assassiné sans motif, par simple haine raciale, un noir.

Entre ces deux jugements il y a toute l'arrogance du colonialisme blanc d'Afrique du Sud, pour qui la supériorité de la race blanche sur toutes les autres est un principe intangible. Mais ce pouvoir incontesté de la race blanche est aujourd'hui miné par toute une série de facteurs. Le régime qui a

pu jusqu'à aujourd'hui se maintenir parce que sa force venait de sa prospérité basée sur l'or et qu'il n'hésitait pas à employer la terreur pour survivre, voit les conditions mêmes de sa puissance s'effriter.

Le cours de l'or, ce dieu du capitalisme, est aujourd'hui secoué par des fluctuations qui menacent la balance des paiements de l'Etat pied-noir. La guerre de rapine menée en Namibie, qui coûte 5 milliards de francs par année, le poids financier de ces forces armées, constituées des seuls blancs (200 000 hommes, qu'une réforme récente se propose de porter à 350 000), qui pèsent de plus en plus lourd sur le budget de l'Etat sont les facteurs supplémentaires qui amènent l'Afrique du Sud à demander un prêt au FMI d'un mon-

tant de 1,25 milliards de dollars. Enfin, depuis 1979, les organisations syndicales des ouvriers noirs, sans droits politiques, regroupent 100 000 membres. L'année 1982 a été particulièrement active puisque l'on enregistra les grandes grèves des mines du Transvaal puis celles des OS de l'automobile. De plus, l'ANC, de mieux en mieux organisée, est aujourd'hui capable de frapper au cœur de l'Afrique blanche des objectifs stratégiques comme en 1980 par exemple avec le sabotage du complexe pétrochimique SASOL, ou en 82 celui contre la centrale nucléaire Koeberg et dernièrement, fin mai, l'attentat contre le quartier général de l'armée de l'air.

Pour tenter de réduire à l'impuissance l'ANC, dont les bases ouvrières sont principalement en An-

(suite en page 6)

DENONÇONS LES CRIMES DE L'ETAT TURC

Avant le "retour à la démocratie" prévu avec les élections du 6 novembre, l'armée turque, projetée directement au pouvoir pour les intérêts contrerévolutionnaires de la bourgeoisie turque et de l'impérialisme, poursuit le nettoyage systématique, à coup d'emprisonnements massifs, de torture systématique, d'exécutions sommaires et de condamnations à mort : 9 militants de l'Avant-Garde Révolutionnaire du peuple condamnés récemment le 25 mai, deux sympathisants d'extrême-gauche le 3 juin, 35 militants kurdes en mai.

Craignant de ne pas suffisamment bien avoir préparé la mise en scène de la démocratie renouée, les militaires menacent de reporter les élections en prenant prétexte d'une opération menée contre le nouveau Parti de la Grande Turquie de Demirel (ancien chef du Parti de la Justice), dissout le 31 mai, car il ressemblait trop aux anciens partis politiques.

Mais les populations et les

organisations kurdes font depuis quelques semaines l'objet d'une offensive particulièrement violente. Nous traiterons dans un article ultérieur la question kurde sous tous ses aspects, nous contentant ici de mettre en lumière les leçons de l'actualité brûlante.

On apprenait fin mai qu'une opération militaire d'envergure engageant probablement une dizaine de milliers de soldats turcs avait été lancée contre les populations kurdes en Irak, sur une profondeur de 20 à 30 km au moins. Cette opération, qui n'est certainement pas terminée, vise d'une part à anéantir les bases logistiques des organisations kurdes de Turquie, d'autre part à surseoir à l'incapacité de l'armée irakienne à assurer l'ordre dans le Kurdistan irakien, étant trop occupée sur le front iranien. Bagdad a d'ailleurs confirmé son plein accord avec l'armée turque dans cette opération de nettoyage. Selon certain-

nes sources au moins 2 000 combattants kurdes auraient été faits prisonniers et certaines organisations comme le PC kurde de Zaho pratiquement anéanties.

Cet épisode particulièrement frappant illustre bien la convergence objective et la collaboration permanente dans la répression antikurde des quatre Etats concernés : l'Irak, l'Irak, La Turquie et la Syrie, qui oppriment respectivement 6, 4, 10 et un million de kurdes. La question nationale kurde n'a nullement été résolue, ni par le développement capitaliste de ces pays, ni par la répression féroce qui s'abat périodiquement sur ces populations et sur les militants qui les défendent. En outre les conditions sociales de cette population éclatée ne fait qu'empirer. En Turquie particulièrement, la grande majorité des kurdes est réduite à une agriculture de subsistance, dans un territoire massivement occupé par l'armée, dépour-

(suite en page 6)

LE SENS DU PLAN DELORS

A peine commence-t-il à être mis en application depuis le 25 mars 83 voilà que le plan Delors est confronté à de nombreuses difficultés qui ne font qu'alimenter au sein même de l'Etat et de la majorité actuelle un débat entre les partisans du recours à une solution protectionniste et ceux qui préconisent des méthodes libérales. Nous avons essayé de montrer dans le numéro précédent du Prolétaire que cette discussion constitue en réalité le point de vue des intérêts immédiats et généraux du prolétariat un faux débat. Cela, précisément dans la mesure même où tous les "éléments" spécialistes qui s'affrontent à coup d'articles ou de déclarations publiques se rejoignent pour réclamer un effort supplémentaire de la part des masses travailleuses.

De plus un tel débat, en monopolisant le terrain politique, a pour fonction de peser préalablement sur les inevitables poussées de mécontentement qui grossissent parmi la classe ouvrière et de conditionner d'emblée toute explosion sociale d'envergure en cherchant à la canaliser dans une fausse alternative. Cependant le débat, engagé publiquement entre tous les technocrates réformistes au service de l'Etat et du capitalisme français exprime, au-delà de sa fonction idéologique et politique, les difficultés réelles auxquelles se heurte la politique industrielle du gouvernement de gauche.

Ces difficultés sont suffisamment importantes pour établir à l'évidence que le "plan Delors" n'est absolument pas en mesure à lui seul, et dans un délai de 18 mois environ depuis le mois de mars 83, de surmonter efficacement les obstacles engendrés par les contradictions mêmes du capitalisme français. C'est pourquoi le plan Delors a aussi du point de vue économique une fonction destinée à "stabiliser" les difficultés économiques et à en limiter, dans la mesure du possible, l'ampleur. Alors que l'endettement de la France est d'environ 380 ou 400 milliards de francs et le déficit du commerce extérieur de près de 100 milliards, son objectif est de "fixer" ce déficit à 60 milliards ce qui au mieux

permettra de préparer un nouveau "train de mesures" économiques.

Dans le même temps le plan Delors a pour fonction d'"habituer" les travailleurs à une politique de rigueur en freinant la hausse des salaires dans des proportions inférieures à la hausse des prix. Il ne constitue, en fait, que la première étape d'une politique d'offensive systématique qui sera amenée à prendre de plus en plus d'ampleur. La tactique de l'Etat est claire. Il s'agit de frapper les travailleurs tout en cherchant à les "anesthésier" et à les mithridatiser dans le but de préserver le plus longtemps possible le "consensus social". Ce que Giscard-Barre n'avait pu mener à bien qu'avec une relative "timidité" les gouvernements Mauroy, derrière le rideau de fumée des illusions et mensonges réformistes, sont en train de le faire depuis 1982 par touches successives. Dans un article de l'Expansion du 6-19 mai, n° 215 intitulé de manière significative "L'austérité ne donnera pas de résultats rapides" on peut lire qu'avec le plan du 25 mars "le revenu disponible réel des français, dont on attendait qu'il stagne en 1983, devrait donc baisser de 1 % en moyenne. Ce serait la première fois depuis la guerre (NDR, c'est nous qui soulignons), à l'exception d'un -0,3 % en 1980"; et le journaliste bourgeois poursuit, exprimant les impatiences de sa classe face à la manière graduée de s'attaquer aux travailleurs utilisée par le gouvernement de gauche: "mais les sacrifices ont été bien plus durs chez nos voisins".

La stratégie qui commence tout juste d'être engagée pratiquement contre les masses ouvrières par le "plan Delors", rencontre cependant de nombreuses difficultés liées au contexte économique international et aux contradictions spécifiques du capitalisme français, difficultés qui en compromettent les chances. C'est la raison pour laquelle les "discussions" qui agitent le gouvernement comme les partis opportunistes et réformistes entre tenants du "libéralisme" et du "protectionnisme" ont également pour fonction, au-delà du plan Delors, de prendre date et de préparer le terrain au plan d'austérité

suivant, que l'Etat capitaliste français est tenu dès maintenant de préparer.

Quelles sont ces difficultés? Depuis le début de l'année 83 le gouvernement a été obligé d'emprunter 4 milliards de dollars (1,13 milliard pour le seul mois d'avril) auprès des organismes financiers internationaux, ce qui représente environ 35 milliards de francs. Cela montre bien l'incapacité présente du capitalisme français à dégager par lui-même les ressources en capital nécessaire à une opération de restructuration. C'est pourquoi en faisant un emprunt de 27 milliards de francs en mai 83 auprès de la CEE le gouvernement entendait mettre l'accent sur cette réalité en reliant davantage encore l'économie française aux autres économies de la CEE à la fois rivales et partenaires obligatoires, du moins pour l'instant. Cela s'explique par le fait que l'industrie française est traversée de nombreux "trous", pour reprendre le titre d'un article du "Monde" du 26 mai 1983: de nombreux secteurs en raison d'une faiblesse structurelle sont entièrement dépendants du marché mondial et constituent des "gouffres" servant à la pénétration, à travers une activité de montage ou d'importation directe, de produits étrangers. Le journaliste du Monde ajoute: "l'ensemble de ces produits "sensibles", note en conclusion l'INSEE, ont représenté à eux seuls un déficit commercial de 98,7 milliards de francs en 1981, sur ce résultat, 64,7 milliards peuvent faire l'objet d'une intervention visant à améliorer le solde". Or il est possible que ces "trous" se soient considérablement creusés en 1982. L'exercice auquel s'est livré l'INSEE n'est pas sans importance dans l'optique d'une reconquête du marché intérieur et dans le débat sur le protectionnisme. "Au-delà il est frappant de constater le nombre de points faibles de l'industrie française. Aucun grand secteur, de la chimie à l'agroalimentaire, de l'électronique à la mécanique n'est épargné. Sur 600 produits les points forts sont aussi nombreux (97) que les points faibles (90) marquant la spécialisation de la France par créneaux fins où l'on trouve le meilleur

comme le pire".

Cela démontre l'ampleur de la "fragilité" de l'appareil productif français. Cela montre également que l'alternative protectionniste, pour être tentée, suppose un effort de "reconquête" du marché intérieur inséparable d'un arrangement au moins provisoire au marché mondial. D'où la complémentarité effective des solutions protectionnistes impossibles dans l'immédiat et des solutions libérales dont les uns et les autres débattent en prenant date, comme on dit, au-delà des échéances de l'actuel plan Delors.

L'"arrimage" de l'économie française au marché mondial et plus particulièrement à la CEE donnent aux partenaires de la France les moyens d'exercer un "droit de regard" pour pousser le gouvernement à freiner les hausses salariales au nom de la lutte contre la hausse des prix. Inversement cela fournit un prétexte au gouvernement pour intensifier son action dans ce sens. Or dans ce domaine les difficultés existent également. Le plan Delors a fixé la hausse des prix à 8 % d'ici avril 1984. Mais d'ores et déjà il apparaît que cette hausse risque de dépasser les 10 % (en cas contraire il faudrait que pour le second semestre la hausse des prix se limite en moyenne à 0,5 % par mois). Or le seul moyen de freiner cette hausse est d'intensifier la dégradation des salaires des travailleurs. Mais dans ce domaine, on l'a vu, tout le problème est d'avancer fermement tout en s'efforçant de préserver "le consensus social", bref c'est la quadrature du cercle pour le gouvernement de gauche.

Nous savons que le gouvernement n'hésitera pas à trancher dans le vif d'une manière systématiquement contraire aux intérêts des masses prolétariennes. Nous devons au contraire nous réjouir des difficultés auxquelles se confronte le gouvernement de gauche parce qu'elles l'amèneront dans la pratique à révéler sa véritable nature et son véritable visage aux yeux des travailleurs. A nous alors d'en profiter pour chercher à regrouper les inevitables poussées de lutte sur des bases indépendantes de toute influence opportuniste et bourgeoise.

LE GOUVERNEMENT DURCIT SA POLITIQUE REPRESSIVE

Après la mobilisation des classes moyennes durant le mois de mai 1983, le mois de juin a été essentiellement occupé par l'agitation qui a secoué la police. Au-delà du caractère "minoritaire" des organisations corporatistes de policiers (proches de la droite et de l'extrême-droite) la collusion des manifestants avec les forces chargées de les mater est parfaitement représentative de l'état d'esprit de la police, qui est un des instruments de répression au service de la défense de l'ordre capitaliste et des intérêts bourgeois et de la haine raciste, anti-prolétarienne et contre-révolutionnaire qui anime ces gardes-chiourmes de l'exploitation qui frappe les masses.

L'"émotion" suscitée par ces "débordements" a été immédiatement mise à profit par le gouvernement et l'intelligentsia progressiste pour réaffirmer le besoin de faire respecter fermement la légalité républicaine et de la sorte de tourner le prolétariat vers le piège de la défense du civisme et de l'ordre institutionnel, piège dont nous parlons de manière plus précise dans un autre article de ce journal.

En même temps le gouvernement a rapidement décidé de procéder à une opération de "nettoyage" en faisant tomber ou valser quelques têtes pour les remplacer par d'autres issues du même moule. Parallèlement le principal syndicat de policiers, la FASP, en a profité pour affirmer son souci de résoudre les problèmes de la police tout en consolidant une orientation fondamentalement démocratique et humaine (sic!).

Enfin à la lumière de ces événements le pouvoir en profite pour libérer les 3 militants irlandais qui avaient été arrêtés à l'automne 1982 à la suite d'un véritable "coup" monté de toutes pièces.

En réalité le baratin "démocratique" qui accompagne cette opération de "nettoyage" (au démentir limitée et tout à fait superficielle) ne constitue qu'un rideau de fumée derrière lequel le gouvernement profite de l'occasion pour

"vider l'abcès" et trancher dans le vif des rivalités apparemment inextricables qui tiraillent l'appareil policier. L'objectif n'est ni de nettoyer ni de démocratiser l'appareil policier mais bien de le rendre entièrement docile et de ressembler les bouillons en vue des risques d'explosion sociale que la politique d'austérité met inévitablement à l'ordre du jour.

En effet il s'agit de se donner les moyens pour rendre plus systématique et efficace l'appareil de répression policière que le gouvernement a su largement utiliser jusqu'ici tant pour ce qui concerne la politique de répression des travailleurs immigrés, des jeunes, des militants combattifs et révolutionnaires que la population ouvrière et laborieuse en général. A cet égard, rappelés d'ailleurs que pour montrer l'"injustice" des accusations de laxisme lancées contre le gouvernement par de nombreux policiers à travers la personne de Baudinier, ce dernier a rappelé que les prisons françaises n'ont jamais été aussi pleines.

On le voit dans le domaine de la répression, l'Etat profite des derniers événements pour monopoliser le terrain et reporter les risques d'explosion sociale à la rentrée de septembre-octobre 1983. Dans le même temps, sous couvert de défense de l'esprit démocratique et républicain, il prépare un renforcement du caractère opérationnel de la police.

Là aussi le problème fondamental pour les travailleurs et tous les révolutionnaires sincères n'est pas de critiquer telle ou telle insuffisance ou incohérence de la politique répressive du gouvernement mais bien de combattre résolument la politique répressive du gouvernement de gauche sans se lier d'aucune manière les mains dans des considérations fumeuses et mensongères.

Il s'agit de transformer tout événement lié à cette politique en un terrain de dénonciation systématique et de lutte contre le blindage sans cesse accru de l'Etat républicain et démocratique.

NON A L'EXPULSION DES MILITANTS POLITIQUES

Un militant italien, Giovanni Saulini, de l'organisation "Lotta Continua" et du "communismo", qui résidait en France, vient d'être remis aux autorités italiennes par la police française.

Giovanni Saulini se trouvait à la gare de Menton le dimanche 22 mai à 23H quand il fut interpellé par la police. N'ayant pu présenter qu'une carte d'étudiant — ses papiers lui ont été volés récemment à Paris — il fut conduit au commissariat. Là il demanda à pouvoir s'entretenir avec un avocat tout en déclarant qu'il était réfugié politique et en disant que son père, avec qui il avait rendez-vous le lendemain, pourrait attester de son identité.

Mais la police refusa toutes les demandes et le dissuada d'insister, menaces à l'appui. Puis elle le remit entre les mains de la police des frontières

italiennes. De là Giovanni Saulini a été transféré à la caserne des carabinieri à Turin et mis à la disposition de la justice.

La police a affirmé dans sa version qu'il s'agissait d'une erreur technique. Mais elle savait très bien que Giovanni Saulini était en France en tant que réfugié politique et, d'autre part, elle aurait très bien pu vérifier son identité le lendemain, à l'arrivée de son père.

Tout cela montre bien qu'en fait il ne s'agit pas d'une erreur technique mais d'une volonté politique claire de s'en prendre à un militant révolutionnaire.

NON A L'EXPULSION DES MILITANTS POLITIQUES REFUGIES EN FRANCE!

FACE A LA COMPLICITÉ DE L'EUROPE DES POLICES, SOLIDARITE DE CLASSE INTERNATIONALE!

LIBERATION IMMEDIATE D'ORLACH

Le procès de F. Oriach a commencé le jeudi 16 juin. Tout en niant sa participation aux faits qui lui sont reprochés ce camarade a su, face aux flics et aux juges, affirmer sa solidarité entière avec les luttes qui en France et ailleurs ont frappé les intérêts sionistes et impérialistes. L'avocat général a requis une peine de 4 ans. Désormais, quelque soit la peine prononcée contre ce militant révolutionnaire anti-impérialiste, la lutte pour sa libération immédiate et sans condition doit être un axe permanent de notre combat contre la politique répressive menée par l'Etat et son gouvernement de gauche. Cela parce que nous devons une solidarité inconditionnelle à tous ceux qui sont frappés, soit parce qu'ils se sont dressés contre l'ordre impérialiste et bourgeois en France ou ailleurs, soit parce qu'ils sont soupçonnés d'avoir essayé de le faire; cette solidarité inconditionnelle

nous la devons à tous les militants combattifs victimes de la répression quelles que soient les charges ou les preuves retenues contre eux sans en oublier aucun (il serait en effet ridicule et pitoyable de choisir tel ou tel en fonction des convergences politiques avec lui plutôt qu'avec tel autre), quelles que soient les divergences politiques que nous puissions avoir avec eux. Le problème fondamental est de contribuer à forger, en pratique, une ligne de mobilisation permanente contre la répression policière et juridique, susceptible de regrouper toutes les énergies combattives autour d'initiatives concrètes.

POUR LA LIBERATION IMMEDIATE ET SANS CONDITION DE F. ORLACH!
A BAS LA REPRESSION DES FLICS ET DES JUGES!
A BAS L'IMPERIALISME!
A BAS LE SIONISME!

CORRESPONDANCE

Lettre de Créteil
LEUR MORALE
ET LA NOTRE

Le vendredi 6 mai "Libération" publiait en première page une photo de manifestants d'extrême-droite s'affrontant à la police lors des manifestations étudiantes contre le projet Savary. Parmi ces manifestants l'un d'eux ressemblait beaucoup à un de nos camarades, militant de la section CFDT de Créteil CTA. Cette section, qui s'est constituée à la suite de l'exclusion d'un certain nombre de syndiqués de la section CGT locale, est l'objet d'attaques permanentes de la part des bonzes CGT, ceux-ci n'ayant jamais admis l'existence de ce noyau de résistance ouvrière qu'ils veulent détruire par tous les moyens.

Le dernier de ces moyens mis en oeuvre a donc été d'essayer de faire passer notre camarade pour un militant d'extrême-droite. La section CFDT a répondu à cette attaque ignoble par un communiqué et un texte de notre camarade, que nous publions ci-dessous intégralement.

Que l'on m'excuse d'usurper le titre d'un pamphlet antistalinien de 1938 du grand Léon TROTSKY, pour répondre aux bâtards dégénérés de STALINE, BERIA et JARUZELSKI, qui s'essayaient à singer leurs maîtres à Créteil CTA.

Leurs ancêtres en félonie de nos DOUET, FOUQUIN et Cie durent planter un piolet dans le crâne du vieux lion révolutionnaire communiste pour le réduire au silence.

Avec toute l'humilité qu'impose un tel parrainage, je me sens un des héritiers de ces centaines, milliers et millions de prolétaires et militants ouvriers que la foi inébranlable en la construction d'une société nouvelle, où l'homme ne serait plus un loup pour l'homme, débarrassée de l'exploitation du travail par le capital, a conduit des bagnes de FRANCO ou d'Adolf HITLER pour finir dans les ténèbres des goulgas de Joseph STALINE et de ses sbires. Chacun choisit ses maîtres, ses intérêts, ses références dans l'histoire...

Je ne suis donc ni étonné, ni scandalisé par le comportement à mon égard d'un FOUQUIN ou d'un DOUET.

Leur insignifiance ne mériterait pas ces quelques lignes si à travers moi, ce n'était tous mes camarades de combat, passés, présents et à venir que l'on tentait de compromettre.

Or donc, j'aurais eu les honneurs de la presse, en première page de "LIBERATION" du 6 mai 1983.

"On" m'aurait "reconnu" dans la photo du bas, un foudlard sur le visage, prêt à affronter les CRS, au milieu d'un parterre de nazillons durant la manifestation des étudiants en droit du 5 mai 1983 à Paris. Et c'est vrai, si je n'étais pas "moi", je me serais aussi laissé surprendre à me "reconnaître", tant la silhouette est ressemblante.

MAIS VOILA, je suis moi et puisqu'il faut me "justifier", "MOI" se trouvait toute la journée du jeudi 5 mai 1983 à Créteil CTA. Plus précisément, je me trouvais de 14h 30 à 17h au local CFDT avec mes camarades de la section.

- A 17h 30, j'allais chercher ma fille chez sa nourrice.

- De 17h 30 à 18h, je la promenais dans le quartier où nous habitons. (Elle n'a pas 3 ans, pourra-t-elle témoigner?).

- A 18h, ma compagne rentrait de son travail et nous avons dîné.

- A 19h 30, je suis parti au CTA où j'ai pris mon service à 20h, et où je suis resté jusqu'à 6h du matin le lendemain.

Voilà mes "justifications" pour ceux que mon passé militant à Créteil CTA ne suffirait pas à convaincre que je ne fraye pas dans les eaux troubles du fascisme...

Quelle jubilation, quelle revanche libératrice ont cru tenir enfin Messieurs FOUQUIN et DOUET, et derrière eux les syndicalistes cravatés de la Fédération CGT-PTT. ENFIN la preuve que les extrêmes se rejoignent, que le "gauchiste" n'est qu'un homme de main de la réaction noire, un loup noir déguisé en brebis rouge...

Voilà donc les deux vestales de l'inquisition anti-gauchiste qui se multiplient et, "Libération" accusateur à la main, entament le réquisitoire en se répandant dans les brigades:

"la photo là, ça vous dit rien?"
"ça vous rappelle personne?"
"voyons, vous le connaissez celui-là?...il est délégué CFDT!"
"son nom? Ah, nous, on n'accuse pas sans preuve. Mais avouez qu'il y a quand même un air de ressemblance!"

Bien sûr, "on" n'est pas allé le trouver avant de faire le tour du CTA, photo en main, pour lui demander où il était au moment des manifs fachos... C'est tellement évident que c'est lui, puisqu'il est "gauchiste" et que c'est bien connu, n'est-ce pas, que les extrêmes se rejoignent!

Alors évidemment, suivant qu'on aime ou qu'on n'aime pas X, on le défend ou on le "reconnaît". Et c'est tout en leur honneur, qu'ils en soient salués, pas un(e) seul(e) camarade de la CFDT, pas un(e) seul(e) travailleur(euse) ou copain du CTA qui me côtoie depuis des années n'est tombé dans le panneau. D'instinct, eux tous m'ont défendu.

Mais, vous tous, "nouveaux" récemment arrivés à Créteil, comment vous faire une opinion? C'est précisément sur votre méconnaissance du passé du centre, de mon passé aussi, que DOUET et FOUQUIN ont spéculé pour vous tromper.

Je comprends que certains d'entre vous puissent être dupes de la "ressemblance" d'une photo ou de la parole d'un militant cégétiste. Apprenez donc camarades que ce n'est pas d'aujourd'hui que les dirigeants CGT s'acharnent à "descendre" les "gauchistes" de Créteil CTA. Je dis bien les dirigeants car je n'ai rien à reprocher aux adhérents de la CGT en général, qui souvent luttent à nos côtés.

Notre histoire ne date pas d'hier:

Sachez qu'avec 70 autres camarades, j'ai été exclu de la section CGT du CTA dont j'étais le secrétaire, en 1980. Exclut parce que nous avions hurlé notre colère devant la trahison des responsables fédéraux cégétistes lors des grèves de 1978 et 79.

"Responsables" qui nous abandonnèrent à notre sort, en 79 en particulier, alors que Créteil était soumis au siège des CRS. Si vous voulez plus de détails, venez en discuter avec nous, nos archives sont éloquentes. Déjà en 78, certains cégétistes faisaient courir le bruit que j'étais en CA pendant que j'animais avec d'autres l'occupation du centre. En 79, Douet (déjà) et Lucienne da Silva (aujourd'hui secrétaire régionale de la CGT-PTT) répandaient le bruit que j'avais touché tout mon salaire pendant la grève. J'avais dû publier en tract mes feuilles de paie pour tordre le cou à ce mensonge.

En même temps, tous mes camarades de la section CGT d'alors ou de la CFDT étaient affublés du doux nom de "drogué", "d'alcoolique", de "terroriste", etc. Rien d'étonnant donc qu'au moment où une fois encore ils viennent de trahir, de briser une grève, DOUET et FOUQUIN cherchent leur justification dans la calomnie à mon encontre.

Quant à FOUQUIN, lorsqu'il ne fait pas de "califs" à la fédération, cet incommensurable idiot "parachuté" à Créteil-CTA après la grève de 79 pour "bouffer du gauchiste", ce spécialiste des entrées par la porte de derrière dans le bureau du Chef de Centre, passe depuis 3 ans l'essentiel de son temps à nous salir, à casser nos luttes, susurrant à toute oreille de passage, en bonne commère stalinienne, que "X est aux RC".

Enfin, il y aura les éternels crédules, lâches et envieux. Ceux pour lesquels de toutes façons je ne peux être que coupable.

Ceux qui nous haïssent secrètement pour avoir un courage qu'ils n'ont pas, un sens des intérêts collectifs qu'ils ignorent, penchés sur leur nombril et noyés dans la sphère mesquine de leurs petits intérêts particuliers. Ceux que mes camarades et moi nous dérangeons,

Vaucluse:
manif. contre les missiles

A l'appel du Comité pour le Désarmement Nucléaire en Europe (CODENE), 2 manifestations ont eu lieu les 4 et 5 Juin à Avignon et Apt (l'abord du plateau d'Albion où se trouvent les missiles ayant été interdit) qui ont regroupé près de 2000 personnes derrière les slogans officiels: "Ni Pershing, ni SS 20, ni force de frappe française".

Cependant ce slogan ne pouvait dissimuler l'hétérogénéité ni l'ambiguïté des motivations des participants. Pour certains, seuls les armements nucléaires sont à combattre (CODENE, Fédération des Déportés Patriotes, etc.) tandis que les pacifistes sont contre tous les armements, mais pour une défense nationale... non violente. La LCR qui prône le désarmement unilatéral de la France - mais, rassurons-nous, seulement le désarmement nucléaire - ne veut combattre que les missiles impérialistes, c'est-à-dire américains. Elle critique les SS 20 soviétiques mais pour leur inefficacité à porter des "coups réels" à l'Impérialisme (seraient-ce des "missiles ouvriers dégénérés"?).

Le PSU, lui, est résolument opposé aux Pershing comme aux SS 20, mais trouve les fusées françaises "ridicules par rapport aux deux autres: pas plus efficaces que la ligne Maginot". Il ne veut pas risquer son strapontin ministériel par des critiques trop vives mais pousse l'audace jusqu'à demander "une politique française de désarmement". Il est vrai qu'Hernu avait déclaré il y a quelques mois, que les militaires français étaient les premiers pacifistes!

Le tract diffusé par nos camarades in-

sistait sur le fait que le militarisme français (qui ne se résume pas à l'armement nucléaire) n'est pas seulement un danger pour l'avenir, il est aussi l'instrument utilisé par l'impérialisme français pour assurer sa domination sur ses colonies et ex-colonies et renforcer sa pénétration au Moyen-Orient. Toute lutte contre la course aux armements qui refuse de lutter contre le brigandage impérialiste de notre propre Etat, contre les ravages de notre propre militarisme est plus qu'impuissante; elle ne sert qu'à camoufler la soumission aux capitalistes et à préparer, comme l'a toujours fait le pacifisme petit-bourgeois, le ralliement à l'effort de guerre le jour venu.

L'intervention des communistes dans les mouvements anti-guerre est précisément nécessaire pour s'opposer à l'influence bourgeoise et petite-bourgeoise et pour tendre à orienter ces mouvements sur des bases de classe. Les communistes travaillent à la rupture de l'union nationale, ce qui commence par le refus de la "solidarité nationale dans la guerre économique", et pour l'internationalisme prolétarien, dont la condition est la lutte résolue contre l'oppression impérialiste et contre les persécutions des travailleurs étrangers. C'est dire qu'ils ne peuvent qu'être adversaires des partis de gauche actuellement au pouvoir comme de ceux qui, tout en faisant mine de les critiquer, les soutiennent toujours aux moments décisifs.

CONTRE TOUTE DEFENSE NATIONALE, POUR L'UNION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ET DES OPPRIMÉS DANS LA LUTTE CONTRE LE CAPITALISME MONDIAL!

(voir le tract page 5)

ceux qui vivent depuis des années avec la trouille du chef, du flic ou de leur père, qui doivent s'inventer des alibis à leur propre lâcheté. Ceux qui nous haïssent par mauvaise conscience, pour qui notre engagement militant ne peut s'expliquer que par un "état psychologique anormal" ou par des objectifs aussi secrets qu'inavouables.

Qu'ils sachent pourtant que le monde n'est pas totalement à leur image, et que pour combattre la lâcheté et l'égoïsme, au sein même de la classe ouvrière, il n'est aucun besoin d'aller puiser dans les égoûts de l'extrême-droite.

Au demeurant, je n'ai, comme tout le monde, qu'une seule vie, et si j'étais lié à l'extrême-droite, composée pour l'essentiel des fils des beaux quartiers, je n'aurais pas "sacrifié" 7 ans de cette vie, que personne ne me rendra, à militer pour défendre les travailleurs de ce centre, sans espoir ni volonté de promotion personnelle, sacrifiant plus que mon compte de "combines", de santé et de vie familiale.

Ce dont je ne me plains ni ne tire de gloriole, car c'est le lot de milliers d'autres militants ouvriers dévoués à leur classe, et d'autres que moi, à Créteil même, ont payé plus cher encore leur engagement. OUI, j'ai déjà eu affaire aux flics et aux CRS, mais pas dans les manifs où l'on réclame que les CRS aillent "casser du bougnoule à Aulnay". Mes "classes" face aux flics, je les ai faites dans les manifs des immigrés des foyers SONACOTRA, ou encore quand ces Messieurs faisaient le pied de grue devant chez moi lors des grèves de 78 et 79, quand ils me filaient après les grèves.

Elle aura donc fait peur notre grève de la semaine dernière. Ils ont eu la trouille, tous, directeurs, chefs de centre, hommes du ministère, et "syndicalistes" à leur botte. Les menaces de Baudin n'ont pas suffi. Le ministère a fait donner ses "supplétifs" habillés en syndicalistes cégétistes pour cracher un peu plus sur notre lutte et ses représentants. Qu'ils sont donc faibles en vérité, ces artisans de notre exploitation qui s'effarouchent et se déchaînent au moindre cri de nos révoltes. Notre grève frappait juste, camarades, car on n'a jamais vu tirer sur des cadavres.

Quel encouragement pour repartir sans trêve au combat!

La calomnie et la stratégie des bruits de chiottes ne font pas partie des moyens d'action de la classe ouvrière.

re. A ceux qui les emploient, nous ne devons aucun compte, sachant qu'un jour l'histoire saura leur faire payer au centuple les dividendes de leurs actes. Leur souvenir se perdra dans le vieux monde...

P. DOUET a enfin prouvé qu'il est intelligent. Pour prix de ses services d'exécuteur des basses œuvres, il vient d'accéder au secrétariat départemental CGT-PTT.

Quant au "gauchiste" que je suis, il continuera quelques longues années encore à partager l'enthousiasme et la fraternité de ses camarades de lutte, se "contentant" de travailler 2 nuits sur 4 l'année durant, et d'"emmerder" son chef de centre, qui, entre parenthèses, est bien le seul à se marrer dans cette affaire.

C'est à ce poste de combat là que peuvent me trouver mes "dénonciateurs". Gageons qu'ils ne se démenteront pas autant pour venir nous faire leurs excuses ou simplement s'expliquer en public. ●

il programma comunista n°8

DANS CE NUMERO

- * Perché queste elezioni ?
- * Williamsburg
- * Cile
- * Crisi del franco francese
- * Lettere dalla Grecia e dal Venezuela

PERMANENCES

EN FRANCE

* PARIS : Le samedi de 16 à 18h 20, rue Jean Bouton, Paris 12^e, au fond de la cour à gauche (en haut de l'escalier métallique) soit les 2 et 16 juillet.
Vente du journal le dimanche 3 juillet de 10h30 à 12h au Marché d'Aligre.

EN SUISSE

* LAUSANNE : tous les samedis de 10h à 12h, 12 rue du Pont, atelier du rez sup. (les permanences sont suspendues en juillet et reprendront en août).

NOS TACHES DANS LA LUTTE SYNDICALE

Les données de la situation ouvrière actuelle

1) En résumé on peut dire que l'attaque du capital contre la classe ouvrière après 1974-75 a été caractérisée par la nécessité de récupérer les concessions économiques et même politiques faites au prolétariat dans la décennie 1960-70. Les phases de cette récupération ont été l'accord avec le PCI et les premiers éléments de démantèlement des "rigidités" en échange d'une politique d'investissements, le passage à la politique de restructuration industrielle avec l'augmentation massive du chômage et du chômage partiel, une attaque plus directe du salaire des ouvriers actifs dans une politique économique tendant en général à réduire la consommation.

Cette situation est encore bien loin de mettre la classe ouvrière italienne dans des conditions "catastrophiques". C'est toutefois un moment crucial sous bien des aspects. Après la période de la méfiance et de la non-participation aux initiatives syndicales, on est maintenant entré dans une série de mobilisations qui, bien que dirigées et orchestrées par les syndicats de collaboration de classe, et donc utilisées à leurs fins, représentent des phénomènes très importants qu'il serait criminel de négliger.

Nous nous trouvons devant un mécontentement ouvrier qui s'exprime de différentes façons: désaffection par rapport à la vie syndicale, méfiance explicite envers les directions, grèves et manifestations spontanées. La période de l'indifférence ouvrière semble arriver à son terme.

Dans les cinq dernières années, la classe ouvrière n'a obtenu aucune conquête "nouvelle", et elle n'a pas pu défendre ce qu'elle avait obtenu, surtout depuis "l'automne chaud" (égalité et uniformité tant des augmentations de salaire que des conditions de travail). Elle a même perdu certaines conquêtes précédentes (réduction de l'échelle mobile).

Aujourd'hui les travailleurs ressentent immédiatement l'attaque qu'ils subissent du point de vue du salaire, au-delà des amortisseurs sociaux qui ont jusqu'ici amorti les coups, surtout du fait du chantage aux licenciements. Pour l'instant des indemnités de chômage partiel subsistent, mais il est sûr qu'elles seront le prochain objectif après l'échelle mobile.

Face au rétrécissement du marché du travail, y compris du travail au noir, et à l'augmentation du chômage, les actifs visaient surtout au maintien de leur emploi, quitte à voir leurs salaires diminuer. La première vague de chômage partiel et de licenciements (Innocenti, Fiat, Motta, etc.) se traduisait en effet par une baisse des luttes, selon les objectifs du patronat. Mais la succession de vagues de licenciements sans que s'ouvre la possibilité de retrouver un emploi se traduit par une diminution de l'illusion de la garantie de l'emploi, qui se transforme d'élément modérateur en facteur de lutte.

La théorie du manque de combativité dans l'usine comme conséquence de l'éloignement des jeunes perd aussi du terrain. En effet l'âge moyen des travailleurs de beaucoup d'entreprises qui ont été en lutte ces derniers mois, surtout pour la défense de l'emploi, comme à l'Italsider de Bagnoli et à la Magneti Marelli de Milan, est de plus de 40 ans.

2) Ces luttes ne doivent certes pas être vues comme une "prise de conscience" des travailleurs par rapport au rôle des syndicats et des partis qui les représentent, car elles ont lieu dans le cadre des organisations réformistes et voient le plus souvent les cadres du PC en prendre la tête, parfois avec des revendications dures et classistes.

La caractéristique des dernières années est que si d'une part la ligne des directions confédérales s'est inspirée de la thématique de la réduction du "coût du travail" et à celle du salaire comme "variable non indépendante", de l'autre les cadres syndicaux de base — surtout du PC — subissent directement les conséquences tant de la diminution des salaires que de la crise de crédibilité qu'ont subie le syndicat et leur parti au sein de la classe ouvrière.

L'attaque contre les salaires, l'emploi, l'augmentation des cadences et les effets des restructurations favorisées par les syndicats (entre autres la déclassification, quand ce n'est pas l'expulsion de certaines catégories privilégiées), tout ceci ne peut plus être justifié par la vieille équation: "plus de salaire, plus d'investissements = plus d'emplois".

On voit donc se manifester un mouvement de protestation de secteurs du PC contre une direction considérée comme complice d'une situation politique

L'article que nous reproduisons ci-dessous est paru dans le no 2 du 12/2/83 de notre organe en langue italienne "Il Programma comunista". La situation décrite, les exemples cités sont tirés de la réalité italienne, mais ne diffèrent pas quant à leur signification de la situation française ou de celle des États capitalistes de la vieille Europe, où le réformisme, s'il n'a pas acquis un fouteuil présidentiel, a au moins obtenu un strapontin gouvernemental, se prépare à la perspective d'assumer les responsabilités gouvernementales. Partout il s'est fait la courtoisie de transmission directe des intérêts du capital, partout il s'en prend aux intérêts de la classe ouvrière et partout cette politique sans fard suscite des réactions d'opposition dans ses rangs mêmes.

En Italie cette opposition s'est créée face à la "compromission historique" du PCI qui a jeté par-dessus bord tous les acquis des années 60. En France cette opposition se révèle d'autant plus que la gauche au gouvernement impose l'austérité et la rigueur. Mais dans les deux cas - quelles qu'en soient les variations formelles - cette opposition, loin de rompre avec le réformisme, en constitue le rempart ultime contre les réactions encore désordonnées et embryonnaires des éléments les plus conscients de la classe ouvrière et les plus indépendants de la politique réformiste.

Cet article constitue un bilan synthétique de l'expérience du parti dans le domaine de l'organisation de la classe aujourd'hui. Face à la désintégration de toute structure de la lutte ouvrière, il met en relief la lutte prioritaire qui doit être menée pour l'organisation de la classe. Il réaffirme la nécessité pour le parti d'intervenir à tous les échelons de l'organisation de la classe et de la renforcer à tous les niveaux.

stagnante et incapable de satisfaire les promesses faites durant les années de crise, qui ont été aussi les années de plus grand succès électoral du PC. Protestsations, donc, mais dans un cadre décidément réformiste.

Cette révolte des cadres syndicaux du PC coïncide avec une situation d'effervescence interne du plus grand parti réformiste italien et peut lui servir dans le jeu majorité-opposition, mais pas éternellement. C'est d'autre part un élément de pression de la base envers la direction du parti et du syndicat afin qu'ils ne transigent pas avec leurs promesses (rappelons-nous: "ne touchez pas à l'échelle mobile").

Les affrontements de cette année, jusqu'aux manifestations et à la grève du 18 janvier, sont précisément au point de rencontre entre la poussée spontanée des masses à cause de l'instabilité et de la précarité de leur condition et cette protestation des cadres d'entreprise du PC.

3) On peut considérer que la situation de la classe ouvrière continuera à s'aggraver et que la pression ouvrière continuera aussi à se manifester, provoquant des conflits sociaux ayant des caractéristiques de classe plus marquées.

Dans cette hypothèse, les partis réformistes, pour conserver leur rôle, ne pourront pas désavouer ouvertement certaines revendications et méthodes de classe. Leur médiation entre les exigences des travailleurs et celles de la bourgeoisie (baptisées "développement de l'économie nationale") deviendra objectivement plus difficile. Pour avoir du succès elle demandera une apparence moins légalitaire et modérée, une concession aux "irrégularités" admises par les lois de l'Etat, quitte à désavouer les "provocateurs" au bon moment pour ne pas "briser l'unité".

Il est probable que se produiront des initiatives "basistes" de la part des membres du PC ou de la gauche syndicale pour relier les comités d'usine, de catégorie et de région même indépendamment des initiatives syndicales, dans la perspective de coordonner des pressions de la base contre les directions syndicales qui pourraient également, dans une évolution de ce genre, être contraintes de se renouveler.

Organiser la classe sur la base de ses intérêts immédiats en dehors de toute collaboration de classe

4) Quelles tâches cette situation impose-t-elle au parti? Comment agir au contact des poussées ouvrières et vis-à-vis des autres forces politiques présentes et susceptibles de gagner une influence? Quelle attitude avoir surtout dans le cas d'un mouvement ayant des caractéristiques classistes, mais dirigé par des syndicalistes opportunistes qui se situent sur un terrain non explicitement collaborationniste? Comment à cet égard appliquer l'indication: "travailler à l'intérieur comme à l'extérieur des syndicats"?

Dans son intervention sur le terrain syndical le parti poursuit l'objectif de gagner une influence sur les prolétaires grâce à son action, grâce à la contribution que les communistes fournissent à la défense des conditions de vie de la classe ouvrière. Il est donc fondamental de distinguer cet aspect de l'intervention propagandiste et politique sur toutes les questions sociales, qui vise à la conquête idéologique d'un nombre nécessairement réduit de travailleurs.

L'indépendance programmatique du parti, toutefois, ne s'exprime pas seulement dans son opposition idéologique aux autres tendances présentes dans le mou-

vement ouvrier, mais aussi dans le domaine de l'action pratique, en mettant au premier plan l'intérêt de classe, l'antagonisme de classe et en unifiant toutes les énergies qui se dégagent dans ce but. Cette action unificatrice "par en bas" n'est pas en contradiction avec l'action unificatrice "par en haut", c'est-à-dire l'unification politique des prolétaires sur la base du programme communiste, car le processus réel va vers la démonstration "pratique" que le communisme seul représente la solution des problèmes vitaux de la classe ouvrière, et va donc vers une sélection des forces politiques qui se situent sur le terrain prolétarien. Mais la condition est que ces forces soient actives et organisatrices dans le mouvement prolétarien.

Si durant une certaine période nous pouvions nous contenter de l'affirmation que nous travaillons aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des organisations syndicales, il n'en va plus de même aujourd'hui. Pendant un certain nombre d'années on ne pouvait revendiquer qu'à l'intérieur des syndicats, en premier lieu la CGIL. Ensuite, les contradictions ont produit également des mouvements extérieurs, qui ont mené des luttes d'une certaine importance et cela aurait été une erreur que de ne pas organiser ces luttes, tout en sachant que le problème de leurs rapports avec les appareils syndicaux officiels se serait posé par la suite. D'où l'exigence d'une formule souple: lutter aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des organisations syndicales officiellement reconnues.

Il est évident qu'il s'agit d'un choix pratique et non "idéologique", car notre objectif est d'organiser la classe sur la base de ses intérêts hors de la tutelle des organisations opportunistes et de collaboration de classe. Mais il s'agit en réalité de voir comment agir pour l'arracher à cette tutelle.

Il a été (et il est toujours dans bien des cas) important de promouvoir toutes ces luttes en dehors des organisations syndicales et parfois d'accepter des compromis sur le caractère comme "hors et contre la ligne syndicale", parce qu'il était fondamental que se forment des noyaux ayant une ligne autonome, noyaux qui devaient nécessairement se heurter avec la situation actuelle où une partie de l'appareil même des syndicats se présente comme représentant des intérêts des ouvriers non seulement par rapport à l'attaque du patronat et du gouvernement, mais aussi de la trahison de larges secteurs des confédérations syndicales. Et en fait c'était une grande naïveté que de ne pas prévoir que l'apparition d'une combativité ouvrière (bien au-dessous encore de ses possibilités) provoquerait un comportement articulé et complexe des forces politiques qui dominent sur la scène syndicale.

5) C'est pour ces raisons qu'il devient fondamental pour nous aujourd'hui de saisir la contradiction entre des revendications de classe, agitées également par des secteurs réformistes, et le cadre collaborationniste dans lequel elles sont insérées. Nous savons quant à nous que les deux choses sont contradictoires, mais le mouvement des travailleurs n'en a pas encore fait l'expérience, même s'il est devenu plus méfiant, surtout vis-à-vis des secteurs les plus compromis des syndicats. Et cette remarque est encore plus valable pour le secteur qui aujourd'hui se mobilise le plus parmi les travailleurs et les cadres de base du PC et des syndicats.

Il s'agit donc de s'insérer dans ce processus, de faire nôtres les revendications classistes et de les soutenir jusqu'au bout, au-delà des limites po-

sées par les réformistes et les collaborationnistes.

Avant d'examiner les caractères d'une action de ce genre, arrêtons-nous sur le rôle de l'actuelle "gauche syndicale".

La gauche syndicale

6) Dans ce cadre il faut avoir à l'esprit la confrontation en cours au sein du PC et entre le PC et les groupes qui se situent à sa gauche, en premier lieu Democrazia Proletaria (DP), et qui se sont fait une spécialité de remplir les vides que le PC laisse derrière lui quand il rentre au centre après avoir poussé des pointes à gauche.

Le mouvement revendicatif actuel peut en effet croire trouver en DP une alliée qui entend mener jusqu'au bout les revendications que le PC abandonne à un certain moment (comme cela s'est produit avec le dernier accord).

Ne serait-ce que parce qu'elle accorde plus d'importance au secteur syndical par rapport à tous les autres, DP est amené à adopter des mots d'ordre et des revendications combatifs, y compris les nôtres et ceux de comités classistes que nous soutenons. Dans son congrès ouvrier du 20 novembre, on a parlé explicitement de comités pour la défense de l'échelle mobile ou des chômeurs partiels, organismes "d'autant plus efficaces qu'ils comprennent des forces politiques différentes, mais surtout nouvelles, et qui savent se poser comme point de référence de la gauche ouvrière et de l'ensemble des travailleurs". Et il a également été dit que "le problème de la défense de l'organisation ouvrière d'usine et de la direction dans le conflit au sein de l'usine" étant posé, il était nécessaire d'"en construire une nouvelle".

Ce qui caractérise DP (et d'autres organisations analogues), c'est qu'elle subordonne des initiatives et des comportements même justes à la stratégie d'une lutte contre la "droite" aujourd'hui identifiée à Fanfani. C'est ainsi que toutes ses velléités d'autonomie convergent en réalité dans un discours de pression sur le PC et de renouvellement des syndicats.

Ceci se manifeste dans un refus systématique de construire des éléments d'organisation ouvrière réellement indépendants autour des revendications mêmes pour lesquelles on crée des "comités", parce qu'une telle organisation bloquerait tout les objectifs politiques de DP et l'obligerait à travailler pour elle. DP, au contraire, a un besoin vital d'avoir la liberté de faire la navette entre le réformisme politique et la base ouvrière pour enfermer la seconde dans le premier quand celui-ci coïncide avec sa propre tendance réformiste. C'est précisément grâce à cette position que DP est susceptible, dans la situation actuelle, d'être un point de référence pour des ouvriers insatisfaits du "vieux" réformisme et qui ne comprennent pas encore le rôle du "nouveau".

Notre tâche

7) Notre position est à l'opposé de celle de DP parce qu'elle met au centre l'organisation d'une capacité de lutte indépendante des ouvriers et des prolétaires en général de façon permanente, bien qu'embryonnaire, et indépendamment des forces de collaboration de classe.

Pour nous, dans cette situation, ce n'est pas tellement la nature des revendications ouvrières qui est essentielle, mais la constitution des conditions nécessaires pour qu'un mouvement de classe, même réduit, ne soit pas désagrégé ou récupéré par le réformisme. En effet, l'alternative réelle, aujourd'hui, n'est pas entre "syndicat de classe" et syndicat de collaboration de classe, mais entre une capacité d'organisation limitée mais constante de noyaux ouvriers et la désagrégation du mouvement de lutte, avec la contribution plus ou moins irresponsable de gauchistes qui ne veulent que pousser à gauche les autres ou faire des discours. Ceci est la leçon de la grève Fiat de 1980.

Ces conditions sont donc constituées par des organismes ou des groupes immédiats réellement indépendants des forces opportunistes, mais capables en même temps de s'adresser aux ouvriers qui ne sont pas encore prêts à abandonner les seules forces qui ont un pouvoir de négociation: les syndicats de collaboration de classe.

Voilà une façon non volontariste ni opportuniste d'appliquer la formule "à l'intérieur comme à l'extérieur des syndicats": "à l'intérieur" seulement dans la mesure où ce qui domine aujourd'hui, et qui est destiné à dominer pour une période qu'on ne peut déterminer à l'avance, c'est l'énorme écart entre les possibilités des syndicats et des groupes alternatifs d'organisation des luttes; "à l'extérieur" dans la mesure où c'est seulement du dehors, indépen-

damment de l'orientation réformiste qu'on peut faire pression sur les syndicats et organiser des forces prolétaires d'avant-garde pour soi et non pour les autres.

Il est donc fondamental que ces groupes ne se réduisent ni à la gauche syndicale, qui agit en définitive pour renouveler les structures des syndicats actuels, ni au volontarisme qui coïncide avec un "bras de fer" absurde quand ce n'est pas avec une pure et simple campagne de dénonciation des méfaits de ceux qui organisent cependant les travailleurs. Il est fondamental que ces noyaux poursuivent jusqu'au bout les revendications de classe acceptées en paroles également par des secteurs des syndicats, en agissant pour qu'autour de ces revendications se constitue tant un mouvement réel qu'un élément d'organisation indépendant, capable d'aller de l'avant, au-delà de l'inévitable trahison des syndicats. Que ce soit même un petit mouvement, mais qu'on conquière la confiance des travailleurs par sa capacité à conduire les luttes, pas seulement à en... parler.

8) Le travail de nos camarades dans les usines a été orienté depuis quelque temps surtout vers la participation à la formation de comités ouvriers extra-syndicaux en ce qui concerne l'organisation, mais ouverts à tous les travailleurs dans l'optique de constituer des noyaux de formation d'un premier réseau d'opposition classiste au sein du mouvement ouvrier.

Ces expériences peuvent se diviser en 3 catégories:

1) des organismes homogènes pour ce qui est de l'entreprise ou de la catégorie, liés à une situation spécifique (par exemple: les hospitaliers, les cheminots, les auxiliaires, les métallurgistes).

2) des organismes où interviennent ensemble des éléments de caractère immédiat et des positions explicitement politiques, où les militants ont la double et difficile tâche de proposer des orientations acceptables sur le plan des revendications immédiates, et de favoriser un processus de décentration politique des positions dominantes jus-

qu'à ce qu'on reconnaisse la nécessité de distinguer les différents niveaux.

3) des organismes qui interviennent plutôt "d'en haut" en cherchant à coordonner plusieurs situations différentes tant pour ce qui est de la localité que de la catégorie.

A ces expériences il faut naturellement ajouter les conseils d'usines normaux ou les conseils de délégués auxquels nous participons.

Notre participation à toutes ces formes d'organisation ouvrière est indispensable car elle permet d'influencer un type particulier de spontanéité existante, auquel correspond un aspect unilatéral de la lutte prolétarienne, sans doute insuffisant s'il est pris isolément, mais important s'il est transformé et complété par tous les autres.

C'est à ce travail de coordination des efforts dans le cadre d'une stratégie qui unifie les différentes approches dans les différentes situations, dans l'optique décrite ci-dessus, que doit présider un réseau syndical de parti en voie de formation et de centralisation.

9) La formation d'un terrain spécifique, limité, d'organisation ouvrière ne contredit pas la nécessité pour le parti de renforcer également son activité de propagande, de prosélytisme, et de caractère politique en général. Déjà l'orientation syndicale est une application d'une ligne "pratique" étroitement reliée à des positions théoriques et à des appréciations politiques. De plus, elle est un terrain où diverses conceptions et forces politiques se mesurent. Enfin elle est le lien où l'on peut rassembler un matériel et des expériences que le parti doit savoir assimiler pour les retransmettre dans toute son activité politique.

Il s'agit donc d'un niveau de travail qui permet le développement le plus complet des autres niveaux de l'activité du parti auxquels il se rattache étroitement: la dénonciation de toutes les formes de l'oppression capitaliste et du rôle de l'opportunisme, l'intervention politique sur tous les problèmes, l'étude théorique du développement historique de la société et de ses contradictions.

La lutte contre le militarisme signifie la lutte contre notre bourgeoisie

(tract distribué par nos camarades)

Le récent sommet occidental de Williamsburg a abouti à un accord sur l'implantation des fusées US Pershing en Europe, entraînant ainsi la relance de la course aux armements et les préparatifs de guerre. Le président Reagan a annoncé une expansion sans précédent du budget militaire américain pour la production de toute une série d'armements ultra-modernes. Parallèlement, l'OTAN a mis à jour ses plans stratégiques dans la perspective d'une guerre nucléaire "limitée" en Europe.

De leur côté, les Russes déploient leurs nouvelles fusées SS 20 et maintiennent (s'ils ne l'agissent pas) leur effort d'armement. Il est vrai qu'ils prétendent que c'est là un armement uniquement défensif; mais leur invasion de l'Afghanistan, l'intimidation militaire en Pologne ou l'occupation de la Tchécoslovaquie par l'Armée Rouge démontrent que l'impérialisme russe est à mettre sur le même plan que l'impérialisme US.

Dans le concert de brigands de Williamsburg, la France a bien tenu son rôle. Le nouveau gouvernement de gauche s'est fait le défenseur enthousiaste du militarisme et de l'impérialisme français. Depuis son élection les ventes d'armes ont battu tous les records. Les accords militaires pour assurer les régimes dictatoriaux africains ont tous été reconduits; les avions militaires français transportent pendant l'été 81 les soldats sénégalais pour envahir la Gambie et réprimer les masses révoltées; les

parachutistes "harracudas" ont permis l'installation d'un nouveau dictateur en Centrafrique, etc.

Au Liban, les paras français (avec les soldats US et Italiens) eurent le triste rôle de désarmer les combattants de Beyrouth face à l'armée israélienne; puis après les massacres, ils se signalèrent par leur zèle à ratisser les quartiers populaires. Le gouvernement vient de se dire prêt à augmenter le nombre de soldats là-bas et il a accordé un prêt de 1 milliard de francs à l'armée libanaise.

En Europe, le gouvernement de gauche est le plus ardent défenseur des missiles US et de la course aux armements. Il vient d'ailleurs de donner l'exemple en présentant un budget militaire record: construction de nombreux sous-marins nucléaires, de missiles atomiques à courte et longue portée, construction de la bombe à neutrons... Il crée une Force d'action rapide de 80 000 hommes pour combattre en Europe comme en Afrique. Pour assurer le triomphe du militarisme il a été décidé de passer une convention pour "rapprocher l'école de l'armée". Le service militaire est réformé pour préparer un allongement du temps de conscription; en attendant, la répression s'abat tant sur les insoumis que sur les soldats.

L'impérialisme français, qui a une longue tradition de militarisme et de colonialisme, a bâti sa richesse sur le pillage de ses colonies et ex-colonies; aujourd'hui, ses seules industries performantes sont celles qui ont un

rapport avec les productions d'armement. Toute tentative de vouloir le réformer dans un sens pacifique est vouée à l'échec: toute perspective de s'appuyer pour cela sur les partis de gauche est mensongère; depuis 2 ans qu'ils sont au pouvoir ceux-ci ont en effet suffisamment montré qu'ils ne sont que les fidèles larbins du Capitalisme; leurs campagnes perpétuelles pour la mobilisation de tous dans la Guerre économique avec le chauvinisme exacerbé qui les accompagne ne fait que négliger la mobilisation pour la guerre tout court, le jour où les intérêts de l'économie capitaliste la rendront inévitable.

La lutte contre une future guerre, la lutte contre le militarisme passe donc par la lutte contre notre propre bourgeoisie, contre notre propre capitalisme et ses laquais de gauche ou de droite.

Aux campagnes chauvines et racistes, aux appels à se sacrifier pour "notre" économie, il faut opposer l'unité des travailleurs et des exploités de tous les pays.

NON AU BUDGET MILITAIRE ET A LA COURSE AUX ARMEMENTS;
NON A LA CONVENTION HERNU-SAVARY;
LIBERATION DES INSOUIS CONDAMNÉS
ARRÊT DES POURSUITES CONTRE LES SOLDATS;
TROUPE FRANÇAISES HORS D'AFRIQUE
RETRAIT DES SOLDATS DU LIBAN;
CONTRE L'IMPÉRIALISME DE L'OUEST ET DE L'EST, POUR L'UNITÉ INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ET DES EXPLOITÉS;

Juin 1983

ANTILLES-GUYANE

(suite de la page I)

Notre devoir internationaliste et anti-impérialiste est d'assumer cette pression sur l'Etat social-impérialiste que l'ARC désigne comme la tâche du "peuple de France".

Pour nous communistes, ce n'est pas le peuple sans distinction de classes que nous appelons mais les prolétaires, qui subissent quotidiennement les effets de l'austérité de gauche, pour qu'ils fassent pression sur la gauche, afin qu'elle tienne ses promesses de libérer les DOM-TOM. L'anti-impérialisme, s'il veut être autre chose qu'une phrase creuse, doit s'inscrire dans une volonté politique d'agir au sein de la classe, qui ne pourra manquer de lutter de manière toujours plus ample contre l'austérité de gauche pour la défense de ses intérêts immédiats, en exigeant d'elle, lorsqu'elle lutte pour ses intérêts propres, de prendre en compte la lutte contre l'impérialisme et le colonialisme français. C'est en tout cas cette méthode, qui n'exclut pas le travail au sein de comités politiques ayant des perspectives d'actions plus immédiates, que nous entendons défendre et pratiquer.

Note 1: Il est fait référence aux événements du 10 janvier 1983 à Kôindé où les Canaques se sont opposés aux gendarmes venus rétablir l'ordre.

CALEDONIE

(suite de la page I)

promis que cherche à atteindre le social-impérialisme afin de garantir ses intérêts de grande puissance. Ainsi Lemoine a-t-il affirmé devant l'Assemblée territoriale:

" Nos principes constitutionnels servent à créer les conditions d'un véritable consensus (...). Pour cela nous devons bannir la violence. Beaucoup reste à faire qui ne peut se réaliser que dans la paix publique et avec l'ARBITRAGE DE L'ETAT (souligné par nous) tant qu'il y a un véritable accord ne sera pas réalisé entre toutes les communautés."

L'Etat français, avec son passé colonial, est bien placé pour parler de cette façon car c'est toujours au nom de la Paix et de la Concorde pour un avenir meilleur qu'il mena toutes ses guerres coloniales. "Socialistes" ou pas l'impérialisme français utilise le même langage, ce lui de la défense de ses intérêts. Hier encore le candidat Mitterand promettait l'indépendance calédonienne, aujourd'hui le président, ses ministres et leurs Etats-majors font tout pour éviter de trancher trop vite cette question, qui ferait perdre à l'impérialisme français une base stratégique et un empire sous-marin qui risque de lui être utile dans les conflits de demain.

Face aux sensibilités politiques du social-impérialisme la position des anti-impérialistes sincères ne peut être que celle de l'indépendance immédiate et sans condition de la Calédonie(2).

1) La manifestation plus restreinte s'explique par le fait qu'elle se déroulait dans le fief de la colonie blanche, où les indépendantistes sont les plus faibles. Dans le nord de l'île ils sont l'écrasante majorité car c'est là aussi que se concentre la population canaque.
2) Voir l'article sur la Calédonie "Indépendance immédiate sans condition" publié dans les numéros 370 et 371 du "prolétaire".

Mécontentement des classes moyennes

(suite de la page I)

les mouvements de mécontentement qui mûrissent au sein des travailleurs qui spontanément ont eu tendance à hésiter afin de ne pas mêler leur combat contre la détérioration de leur condition de vie et de travail à l'agitation des classes moyennes et de l'opposition.

Il faut reconnaître que le gouvernement a su utiliser cette situation pour freiner les poussées de lutte des travailleurs et les empêcher de se hisser au niveau d'un vaste mouvement de protestation généralisée. En accentuant le rôle joué par les groupes d'extrême-droite dans les manifestations des classes moyennes il a permis aux directions politiques opportunistes et réformistes de temporiser les initiatives de lutte et de mobilisation au nom du besoin de se démarquer clairement de la droite et de l'extrême-droite. Par ailleurs, comme nous l'avons montré dans le précédent numéro du Prolétaire, le gouvernement a profité de l'agitation politique et sociale pour se présenter comme la seule alternative susceptible d'atténuer le poids des multiples difficultés et de l'exploitation quotidienne qui pèsent sur les travailleurs alors qu'il développe contre eux une offensive en règle.

Plus même le gouvernement a profité de l'agitation du printemps 83 pour tester les méthodes de répression lors des manifestations en vue de les utiliser ultérieurement contre les manifestations de travailleurs et d'éléments combattifs qui inévitablement se développeront.

Enfin le gouvernement et surtout Mauroy ont profité de l'occasion pour lancer un appel au civisme et à la défense de l'ordre républicain.

L'objectif est clair: il s'agit de consolider le consensus politique au-

tour de la défense de la république bourgeoise. Dans les années 1934-36 les partis de gauche SFIO et PCF, en serviteurs zélés du capitalisme français, avaient profité de l'agitation des ligues d'extrême-droite pour canaliser la mobilisation et les poussées de lutte des travailleurs dans la défense de la république au nom des avantages que celle-ci leur donnerait une fois acquise la victoire électorale et la constitution d'un gouvernement de gauche. La suite a montré que moins de 2 ans plus tard les concessions accordées par le Front Populaire lors des accords de Matignon qui suivirent le mouvement de grèves spontanées de mai-juin 1936, étaient dans l'ensemble reprises tant pour ce qui concernait la durée du travail que les augmentations salariales. Aujourd'hui c'est une opération politique de même nature qui semble engagée à ceci près que la gauche est déjà au pouvoir, que les concessions (dérisoires: semaines de 39 heures, etc.) ont déjà été accordées et que les pilules amères que le gouvernement destine aux travailleurs n'en sont qu'à leur début (cf les enjeux du plan Delors). Il s'agit donc pour le gouvernement de prendre appui sur le durcissement verbal et hystérique de la droite pour présenter sa politique comme un moindre mal, comme la seule solution permettant de préserver l'essentiel des "intérêts sociaux de la collectivité" dans l'attente de jours meilleurs. C'est là un piège terrible qu'il importe de dénoncer inlassablement car il est destiné à anesthésier et paralyser toute tendance à la lutte en la canalisant sur le terrain du civisme politique et du patriotisme productiviste.

Ce piège, les groupes centristes comme la LCR ou LO le consolident en repro-

chant au gouvernement de faciliter la recrudescence du "danger raciste et fasciste" par une attitude soi-disant trop modérée. Comme si le gouvernement pêche par naïveté ou modération! Affirmer cela c'est non seulement ignorer le danger et l'ampleur de la politique anti-ouvrière du gouvernement de gauche mais en plus contribuer à entretenir des illusions démobilisatrices qui inévitablement risquent de conduire, du point de vue des intérêts de la lutte prolétarienne, à de terribles défaites. Pire qu'une idiotie c'est une position criminelle qui revient à entraver l'énergie de lutte des masses prolétaires. Le problème pour le prolétariat n'est pas de défendre la république à la défense de laquelle sont engagées de manière convergente aussi bien le gouvernement de gauche, l'armée qui intervient au Liban et en Afrique; la police qui matraque et écrase les immigrés, les jeunes, les grévistes; la justice de classe qui emprisonne toutes les personnes qui menacent l'ordre et la propriété bourgeoise, ainsi que la droite au-delà des rivalités qui l'opposent à la gauche sur la manière (et la manière seulement) de frapper et museler les travailleurs. Le problème pour le prolétariat et tous les révolutionnaires sincères est de favoriser une mobilisation indépendante des travailleurs contre tous les éléments du piège capitaliste et sans faire le jeu d'aucun, ce qui reviendrait à rester prisonnier du cadre étroit d'une scène politique où les différentes fractions de la bourgeoisie et leurs auxiliaires, quelles que soient leurs rivalités, monopolisent toutes les initiatives. La lutte contre le racisme et le fascisme passe par la dénonciation et la lutte contre l'ordre républicain et tous ses défenseurs.

POUR LE MAROC CONTRE LES SAHRAOIS, POUR L'AFRIQUE DU SUD CONTRE LES NOIRS.

SERVICE DE VENTE : GISCARD
SERVICE APRES-VENTE :
MITTERRAND ...



AFRIQUE DU SUD MORT A LA TERREUR BLANCHE

(suite de la page I)

gola et dans les autres pays voisins, le régime raciste blanc n'hésite pas à soutenir et à fomenter des mouvements d'opposition comme l'UNITA de Savimbi en Angola pour faire pression sur ces pays, afin qu'ils cessent d'accueillir les guerilleros de l'ANC. De plus il n'hésite pas à exercer directement de sanglantes représailles comme ce fut le cas au Mozambique.

Traversé par toutes ces contradictions, le régime d'Afrique du Sud survit pourtant. Le soi-disant embargo décidé par l'ONU n'est pas appliqué. Ainsi l'Afrique du Sud est-elle, avec 20 millions de tonnes par an, le deuxième fournisseur de charbon de la CEE, après les USA mais avant la Pologne; et la France en est le principal destinataire, ce qui prouve, soit dit en passant, que les larmes versées pour la "Pologne martyre" ne valent pas grand chose devant les bonnes affaires que procure le régime raciste. Si l'Angleterre reste le principal investisseur en Afrique du Sud (50%), la "France socialiste et respectueuse des droits de l'homme" n'a pas diminué les siens depuis mai 81. Le volume des échanges commerciaux entre les deux pays étaient en 82 de 9 milliards de francs. La coopération nucléaire avec les USA, le Canada, l'Allemagne et ... la France est telle,

qu'elle fait du régime raciste un exportateur de cette technologie aujourd'hui. Enfin, la France à la rose, 3ème exportateur d'armes, n'a jamais appliqué pour l'Afrique du Sud d'embargo international et ce sont des alouettes ou des mirages qui bombardent et sèment la mort dans les pays voisins. La France socialiste ne peut garantir d'emploi dans sa principale activité d'exportation (400F d'armes exportées par habitant contre 202 pour les USA et 88 pour la Russie) sans continuer à vendre les produits de son industrie de mort. Le boycottage sportif récemment décrété ne trompera personne ! Ce fut d'ailleurs le principal argument des dirigeants nationaux du rugby français que de montrer que l'on appliquait au sport ce qu'on ne pratiquait surtout pas pour les affaires !

LA TERREUR BLANCHE EN AFRIQUE DU SUD EST SOUTENUE PAR LE SOCIAL - IMPERIALISME FRANCAIS!

C'est cette vérité que nous devons crier partout où l'on nous rebat les oreilles avec "la gauche avocate des droits de l'homme". Exiger que soit appliqué l'embargo économique et surtout celui sur l'exportation d'armes, tel devrait être un axe de solidarité, en France et en Europe, avec la lutte de nos frères africains noirs en Afrique australe.

PAS UN SOUS, PAS UNE ARME POUR L'AFRIQUE DU SUD !

Front Polisario dix ans de lutte contre l'ordre impérialiste régional

Lorsque le 17 novembre 1970 le MLS (Mouvement de libération du Sahara) fondé en 68, organisa une manifestation à El Aïoun pour réclamer une "véritable autonomie", la répression coloniale de la très catholique Espagne se solda par 60 morts et des centaines de blessés. Devant ce haut fait de la "mission civilisatrice de l'Occident" chemina au sein de l'avant-garde du MLS l'idée que seule la lutte armée pouvait libérer les masses de l'oppression coloniale. Le 10 mai 1973 était fondé le Front Polisario avec pour slogan : "Par le fusil nous arracherons la liberté! Dix jours plus tard il menait sa première opération militaire victorieuse contre le cantonnement de l'armée espagnole de El-Khanga.

Depuis dix ans déjà le Polisario mène une lutte pour libérer le territoire national, durant laquelle il affronta d'abord le colonialisme espagnol, puis les appétits conjoints de la Mauritanie et du Maroc, et depuis 78 le seul Maroc. La lutte des Saharouis contre le statu quo régional, non seulement est arrivée à fondre au feu de la lutte des populations, pour la plupart nomades et sans véritables attaches terriennes, en un véritable peuple luttant pour son droit à un Etat national, mais encore elle menace tout l'équilibre régional, notamment la fragile monarchie chérifienne.

Si aujourd'hui le boucher de Rabat est prêt à négocier avec le Polisario, c'est en grande partie parce que la guerre qu'il mène depuis 8 ans a amené le régime marocain au bord de l'effondrement. Avec en 1982 une inflation de 15%, un déficit de la balance des paiements de 11,4 milliards de dirhams, une dette extérieure supérieure à 7 milliards de dollars, un service de la dette de 20% supérieur à celui de 1981, une diminution des ventes de phosphates, principales richesses exportées et une diminution de l'aide de l'Arabie Saoudite, conséquence de la diminution des ventes d'hydrocarbures sur le marché mondial, Hassan II est obligé de faire face, en plus, à une fronde de l'armée qui conteste son choix stratégique et politique pro-américain.

L'élimination de Dlimi et de toute une série de hauts dignitaires des forces armées a été la réponse d'Hassan. Afin de lutter plus efficacement contre le Polisario qui passait d'une victoire à l'autre contre une armée constituée de recrues peu convaincues de leur mission, le Maroc édifia un mur de sable de 800km, protégé par des champs de mines et équipé de tout un système de détection fourni par les Etats-Unis. Pour obtenir cette aide, qui permit de clore dans la zone marocaine le triangle Smara, El Aïoun, Bou-Craï avec les mines de phosphates, le Maroc autorisa les USA à implanter 5 bases militaires. Cette orientation pro-américaine déplaisait à une fraction importante des officiers supérieurs très liés, eux, à la France éternelle.

Ainsi donc, derrière le Maroc qui combat les Saharouis, se profile l'impérialisme français. La venue de la gauche au pouvoir en 81 n'a pas infléchi une politique qui fait de la France le premier partenaire du Maroc. Prise dans l'état de la crise, la France socialiste protège ses marchés traditionnels. Ainsi en 82 l'aide française se montait à 1,3 milliards de FF, accordait des prêts et des facilités pour l'exploitation des phosphates en les liant à la signature de nouveaux contrats pour l'industrie française et acceptait un rééchelonnement de la facture militaire d'un montant de 2 milliards. Ainsi donc ce sont de des armes françaises, entre autres, qui tirent sur les Saharouis.

Si aujourd'hui l'OUA est arrivée à faire accepter au Maroc d'entrer en négociation avec le Polisario, cela n'est dû qu'au courage et à l'opiniâtreté de ce petit peuple dont la lutte menace tout l'ordre régional.

La solidarité avec les Saharouis en lutte pour leur indépendance ne peut se manifester en France sans une dénonciation et une lutte contre l'impérialisme français.

La lutte contre l'exportation d'armes pour Hassan II le boucher devrait être un axe de lutte immédiate en solidarité avec les Saharouis.

DENONÇONS LES CRIMES DE L'ETAT TURC

(suite de la page I)

vu de tout moyen de communication moderne. Une autre partie des kurdes en Turquie vient grossir les rangs du prolétariat urbain où elle se trouve l'objet d'une exploitation accentuée, mais au sein duquel elle a fait preuve au cours des dix dernières années d'une combattivité CLASSISTE très importante, et même déterminante dans l'ébranlement qu'a connu la société turque.

C'est la raison pour laquelle il faut bien saisir le caractère non seulement anti-nationaliste de la collaboration de tous les Etats bourgeois concernés, mais aussi son aspect contre-révolutionnaire anti-prolétarien. Malgré la confusion de leur programme politique (qui est tout-à-fait compréhensible en l'absence d'une Internationale Communiste et après tant d'années de contre-révolution) nombre d'organisations d'extrême-gauche dans les différentes parties du Kurdistan se situent résolument sur le terrain de l'internationalisme et de la lutte de classe prolétarienne. Elles ont su, au moins en partie, tirer les leçons du mouvement national d'orientation démocratique qui cherchait l'appui de telle ou telle frange de l'impérialisme.

Dans le développement de la lutte politique prolétarienne dans cette région, la bombe kurde occupe une situation déterminante. Elle constitue une menace permanente pour les Etats en place

et pour le statu-quo impérialo-capitaliste et illustre la solidarité bourgeoise de ces Etats dont les relations sont par ailleurs fondamentalement antagoniques.

Il serait criminel pour la classe ouvrière et les révolutionnaires des métropoles de mépriser la question kurde sous prétexte qu'il s'agit d'une question simplement nationale désormais dépassée par l'Histoire. La solidarité avec les militants et les masses kurdes est une exigence vitale pour la classe ouvrière internationale, dont l'avant-garde politique révolutionnaire a par ailleurs la responsabilité d'aider les militants kurdes prolétariens à s'organiser sur des bases véritablement communistes. Ce deuxième aspect ne saurait d'aucune manière être considéré comme un préalable à notre solidarité militante.

Une question de cette ampleur soulève plus concrètement la nécessité d'œuvrer à la mise en place d'un réseau militant qui en dehors de tout sectarisme boutiquier poserait les bases d'un véritable SECOURS ROUGE PROLETARIEN tel qu'il en a existé par le passé. La renaissance d'une lutte prolétarienne internationale de grande ampleur se fera par plusieurs bouts à la fois, aussi bien sur le plan des luttes immédiates dites "économiques" que par des luttes immédiates à caractère politique. La SOLIDARITE OUVRIERE INTERNATIONALE est un de ces aspects déterminants.

Williamsburg monnaie contre missiles

Sept chefs d'Etat ou de gouvernements, 2 tonnes de poulet froid, 1500 policiers, 30 km de fils téléphoniques : il fallait bien 3000 journalistes pour assurer la retransmission du show dans le monde entier. Quand les présidents sont d'anciens comédiens, il n'est pas étonnant que les rencontres politiques tournent au show-business. Et tout ce tintouin pour produire à l'usage des "peuples" deux textes dans lesquels rien de nouveau n'est affirmé, mais où au contraire l'on trouve rassemblés tout une série de lieux communs et de bonnes intentions.

Au demeurant, le sommet de Williamsburg aura été le show destiné à la consommation passive des "opinions publiques" nationales pour cacher les sordides tractations des rapports inter-Etats. Missiles contre monnaie étaient les termes de ce marchandage.

La première déclaration sur la sécurité, qui fit tant de remous en France, n'est qu'un tissu de bonnes intentions parfaitement banales encadrant le point 5 : "Nos nations souhaitent ardemment qu'un accord FNI (Forces nucléaires intermédiaires) équilibré soit atteint d'ici peu. Dans ce cas la négociation déterminera le niveau auquel se situent les déploiements. On sait que s'il en va autrement, les pays concernés procéderont aux déploiements prévus

des systèmes américains en Europe à la fin de l'année 1983".

Rien de nouveau dans ce point de vue qui n'est que la retranscription des décisions prises par l'organisation militaire de l'OTAN en 79. Il est vrai que la France, ne faisant plus partie du commandement intégré, n'est pas concernée par cette décision. C'est la raison pour laquelle Mitterrand exigea le ON SAIT QUE souligné par nous qui marque, selon lui, la distance qu'a la France face à ces décisions. Subtilités et arguties diplomatiques n'empêcheront pas d'infléchir la politique de défense de la France, dans une perspective toujours plus atlantiste face à la montée des périls extérieurs. Ce n'est pas un hasard si après 17 ans Paris reçoit, quelques jours après Williamsburg, le conseil des ministres de l'OTAN. Bien que ne faisant pas partie de l'organisme militaire de l'OTAN, la France est aujourd'hui le pays d'Europe le moins touché par le neutralisme et le pacifisme. Elle apparaît donc, et le paradoxe n'en est que plus étrange, comme l'un des alliés des USA le moins fragile, malgré la présence des ministres communistes. On comprend dès lors qu'entre Reagan et Mitterrand le courant passe ! Mais cet alignement plus ouvert ne s'est pas fait sans une contre partie, qui était l'objet même du sommet : la réorganisation

L'ORDRE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE EN PALESTINE

Les fractures au sein de l'OLP

Depuis le début du mois de mai 83 un mouvement de "dissidence" se développe au sein du Fatah (qui est une des principales organisations membre de l'OLP) contre les positions de la direction représentée par la ligne Arafat. Le détonateur qui a déclenché ce mouvement a été la tentative menée par Arafat de remplacer un certain nombre d'officiers au sein des troupes palestiniennes qui se trouvent dans la plaine de la Bekaa (sous contrôle syrien). Ces officiers sont connus pour représenter la ligne dure qui entend à la fois mener et intensifier la lutte militaire contre le sionisme et rejeter toute solution intermédiaire comme le projet de confédération jordano-palestinienne qui ne constitue à leurs yeux qu'un obstacle sur la voie de l'obtention d'un Etat palestinien même limité aux territoires occupés. Ces éléments s'opposent à Arafat au nom de l'exigence de renoncer à toute stratégie diplomatique qui privilégierait de manière trop ouverte la recherche de compromis même provisoire au développement d'une lutte armée contre le sionisme.

Cette opposition a même entraîné de violents combats entre militants palestiniens, combats qui se sont soldés par plusieurs morts. Il est probable que dans l'état actuel de la situation, cette "dissidence" restera malgré tout limitée en raison de la volonté, indépendamment de la sympathie que peuvent susciter les opposants à Arafat regroupés notamment autour d'Abou Moussa, des combattants palestiniens de préserver l'OLP comme seul représentant des palestiniens face au sionisme, l'impérialisme et aux Etats arabes.

Il convient de remarquer que cette "dissidence" exprime à sa manière l'impasse dans laquelle se trouve actuellement l'OLP. D'un côté la tendance Arafat qui est, en apparence du moins, soucieuse de se démarquer de l'influence syrienne et qui recherche sur le terrain des négociations diplomatiques tout compromis qui permettrait d'avancer sur la voie de la constitution, ou au minimum

de la reconnaissance, d'un Etat palestinien même limité; mais pour cela la tendance Arafat, qui a subi un revers avec l'échec des négociations palestino-jordanien, est condamnée à se mettre à la remorque de l'Arabie Saoudite et des Etats qui soutiennent les décisions du sommet de Fès et des Etats impérialistes comme la France et même les USA soucieux de préserver l'ordre contre-révolutionnaire au Proche-Orient.

De l'autre côté une tendance "dissidente", qui représente environ 800 hommes armés dans la plaine de la Bekaa, soutenue par la Syrie et la Lybie qui précisément n'a pas d'autre choix que de solliciter l'appui de ces 2 pays ou plus généralement de l'URSS.

Dans l'état actuel de nos informations, nous ne prétendons nullement que ces dissidents sont "manipulés" par la Syrie ou la Lybie, mais simplement que la seule perspective de développer une lutte armée contre Israël conduit inévitablement à chercher l'appui d'Etats qui n'ont jamais soutenu la courageuse lutte menée par la Résistance palestinienne. Cela signifie qu'ou qu'elle se tourne l'OLP est condamnée à développer une stratégie dont les fils directeurs restent, en définitive entre les mains des Etats réactionnaires et des forces impérialistes. C'est là la conséquence d'une orientation politique générale qui comporte d'énormes limites puisqu'elle relie depuis plus de 10 ans la lutte contre le sionisme au refus de se mêler des affaires intérieures des Etats arabes de la région. Si l'OLP se trouve aujourd'hui dans une impasse cela ne signifie pas pour autant que les masses palestiniennes ont renoncé pour autant à mener la lutte contre le sionisme. Ainsi le nombre de soldats israéliens tués au Liban depuis septembre 1982 représente environ un tiers des pertes (officielles) subies par l'armée sioniste au cours de la guerre du Liban. Tout cela démontre une fois de plus à la fois le formidable courage et la magnifique volonté de lutte des masses palestiniennes qui subissent pourtant une oppres-

sion bestiale tant au Liban que dans les territoires occupés et la fausseté, ne serait-ce que du point de vue de la seule lutte nationale palestinienne qui passe par la destruction d'Israël, de l'orientation adoptée par l'OLP depuis de nombreuses années.

Plus que jamais ce qui importe c'est que les masses palestiniennes puissent relier leur lutte nationale à la mobilisation des masses de tous les Etats arabes de la région autour de la perspective, qui certes ne se réalisera pas en une fois, de la destruction d'Israël.

Cela suppose que les militants révo-

lutionnaires qui se trouvent dans les métropoles impérialistes et notamment en France contribuent de la manière la plus active possible à affaiblir le soutien qu'apportent les Etats impérialistes à l'Etat sioniste et à défendre, dans le but de favoriser tout pas réel dans ce sens, l'absolue nécessité pour les masses palestiniennes de relier leur lutte d'émancipation nationale à la lutte de toutes les masses exploitées et opprimées dans la région du Proche-Orient comme dans les métropoles impérialistes.

A BAS L'ETAT SIONISTE D'ISRAEL !
PALESTINE VAINCRA !

Le sens de l'accord Israël-Liban

Le 17 mai 1983, l'Etat sioniste et l'Etat libanais (qui n'est en réalité qu'une marionnette soumise à l'influence des USA et d'Israël dont l'autorité est soumise à l'occupation de son territoire par les contingents US, français et italiens d'une part, à la présence de l'armée israélienne à Beyrouth-Est et dans le sud Liban notamment et de l'armée syrienne dans la plaine de la Bekaa au Nord-Est) ont signé un accord de principe sur le retrait simultané de toutes les troupes étrangères du Liban. La Syrie cependant qui, de fait, a été tenue en dehors des négociations a immédiatement exprimé son refus de reconnaître cet accord. De la sorte celui-ci est condamné dès sa signature à rester en pratique lettre morte.

Il convient cependant pour en comprendre la portée réelle, de l'inscrire dans le contexte général qui prime au Liban. Cet accord fait suite à l'échec des négociations Arafat-Hussein de Jordanie. L'objectif pour le sionisme et ses maîtres impérialistes US notamment, est de profiter de la "marginalisation" de l'OLP sur le terrain des négociations pour entériner les rapports de force qui se sont établis depuis l'agression sauvage de l'armée sioniste menée en juin 1982 contre les masses palestiniennes et libanaises. En effet le refus de la Syrie d'évacuer le Liban fournit le prétexte à Israël ainsi qu'à l'Etat syrien de consolider le partage de fait du Liban: Israël acceptant d'envisager son retrait de Beyrouth pour s'installer de façon durable au Sud-Liban (où il entretient depuis 1978 les troupes du commandant Haddad qui sont entièrement à sa solde) transformé de manière durable sinon permanente en zone protectrice de sa frontière nord, tandis que la Syrie, qui depuis quelques semaines, bénéficie d'une aide massive et spectaculaire en armes (missiles) et conseillers soviétiques, consolide ses positions dans la plaine de la Bekaa.

Tout cela se réalisant derrière le voile d'une indépendance fictive et fantomatique de l'Etat libanais maintenue pour les besoins de cette opération qui a le mérite, aux yeux de l'impérialisme US, du sionisme mais aussi de l'Etat syrien, d'ôter toute possibilité réelle à l'OLP de peser d'une quelconque manière sur la situation ainsi entérinée.

Dans ce contexte les menaces de guerre ou les opérations militaires qui opposeraient la Syrie à Israël n'ont et n'auront pour seule fonction que de consolider le poids respectif de ces 2 Etats. Pour l'instant tout le monde s'accorde pour reconnaître la faible probabilité d'un véritable conflit et pour affirmer que même en cas d'affrontements militaires ceux-ci seraient forcément limités en raison de l'engagement des USA aux côtés d'Israël (depuis le 17 mai les mesures d'embargo yankee à l'égard de l'Etat sioniste ont été levées notamment en ce qui concerne la livraison d'avions F 16) et de l'URSS aux côtés de la Syrie.

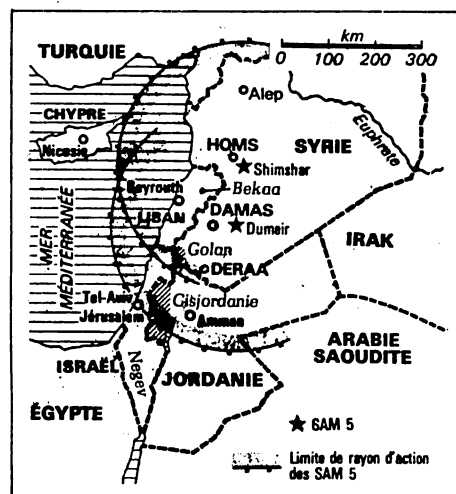
Comme on peut le constater l'accord entre Israël et le Liban ne vaut pas tant par son contenu que par les possibilités de manœuvre qu'il ouvre aussi bien pour Israël que pour la Syrie. Il convient cependant d'envisager de plus près l'hypothèse d'une guerre entre Israël et la Syrie.

Notre analyse est que la menace de guerre aussi bien qu'un éventuel conflit ne visent qu'à renforcer le poids respectif du sionisme et de l'Etat réactionnaire syrien. Cela signifie qu'il importe que les masses

palestiniennes de même que les masses arabes de la région ne tombent en aucune manière dans le piège de la défense de l'Etat syrien au nom de la nécessaire lutte antisioniste qui reste l'objectif fondamental, aussi longtemps qu'Israël existera.

Aujourd'hui Israël constitue le maillon principal mais aussi le plus solide de la chaîne contre-révolutionnaire qui opprime les masses de la région. Cela signifie qu'il y a de fortes probabilités, ne serait-ce qu'en raison du rapport de forces militaires, que la lutte contre le sionisme passe au départ par l'affaiblissement des autres maillons de cette chaîne réactionnaire comme la Jordanie, le Liban mais aussi la Syrie. C'est précisément ce qui fait que la révolution palestinienne (suivant un chemin qui mène à Jérusalem en passant par les capitales arabes) suppose forcément une liaison et une fusion entre les masses palestiniennes et les masses des autres Etats de la région.

C'est pourquoi la lutte contre le sionisme doit également passer par le renforcement de la lutte de ces masses sur des bases indépendantes de toute influence bourgeoise et réactionnaire sans compromettre la possibilité pour



celles-ci de profiter de chaque occasion pour affaiblir les forces politiques bourgeoises et réactionnaires qui constituent autant d'entraves dans le développement d'une réelle mobilisation révolutionnaire antisioniste comme tous les récents développements depuis plus d'un an l'ont amplement démontré.

Cela signifie qu'en cas de guerre, hypothèse qui pour l'instant semble peu probable mais en fonction de laquelle il convient néanmoins de se déterminer clairement, entre Israël et la Syrie, les masses prolétariennes et opprimées dans ce dernier pays doivent chercher à mener une lutte antisioniste qui passe nécessairement, pour être efficace, par une mobilisation sur des bases indépendantes de l'Etat syrien. Autrement dit la lutte contre l'Etat sioniste doit en même temps qu'elle se développe devenir l'occasion pour les masses de se démarquer de manière nette et précise, de l'Etat réactionnaire syrien et conduire simultanément à un affrontement avec celui-ci. Pour que, en pratique, la lutte pour la destruction radicale de l'Etat d'Israël puisse avancer, il convient que les masses profitent de la lutte antisioniste pour se démarquer par rapport à l'Etat syrien qui constitue, les faits l'ont maintes fois démontré, une entrave sur cette voie, et le détruisent. Telle est la perspective que les communistes révolutionnaires doivent défendre en dehors de tout compromis qui ne peut conduire qu'à des échecs irréversibles.

HAUTE-VOLTA

La Haute-Volta: un pays du Sahel semi-désertique de 6 millions d'habitants qui fait partie du groupe des "PMA" (Pays les Moins Avancés) comme on appelle à l'ONU les pays les plus pauvres) dont l'économie depuis quelques années ne cesse de se détériorer; pendant l'année 82 le chiffre d'affaires des entreprises a baissé en moyenne de 25 à 30%, la production cotonnière a baissé de 17%. Le chômage dans les villes est proche de 30% tandis que l'inflation ronge les salaires, et des centaines de milliers de Voltaïques sont obligés de s'expatrier pour chercher du travail, notamment en Côte d'Ivoire.

Le 7 Novembre 82, un coup d'Etat chasse les anciens dirigeants et instaure un Conseil de Salut du Peuple. Les nouveaux militaires adoptent un ton populiste et enflammé pour fustiger les "fraudeurs et les corrupteurs". Mais le radicalisme du CSP ne va pas bien loin comme en témoigne sa décision de s'appuyer sur les chefs coutumiers et les structures féodales qui dominent à la campagne.

Cependant, l'évolution du CSP en politique étrangère (dénonciation du néocolonialisme, flirt avec la Lybie ou les pays de l'Est) ne pouvait manquer de susciter des inquiétudes à Paris. Le 16/5,

Guy Penne, conseiller de Mitterrand pour les Affaires Africaines, arrive à Ouagadougou, dans la nuit les blindés encerclent la résidence du Premier ministre et l'arrêtent; le lendemain Guy Penne confirme au Président l'aide de la France à la Haute-Volta (22 milliards de Francs CFA) et le soir-même une réception réunit à l'Ambassade de France les principaux auteurs du coup d'Etat. "Afrique-Asie" du 6 Juin qui relate ces événements, essaie de disculper le gouvernement français en évoquant l'hypothèse d'un "piège diabolique" pour "tenir l'image de la France socialiste dans l'opinion africaine". Comment croire, dit le journal que le gouvernement de la gauche française ait pu tremper dans le coup d'Etat contre la gauche voltaïque?

Mais "l'inexpérience" supposée de la gauche française ne peut expliquer que, depuis 2 ans, elle ait systématiquement suivi la même politique que les précédents gouvernements. Ce qu'"Afrique-Asie", porte-parole patenté du progressisme bourgeois ne peut dire à ses lecteurs, c'est que socialiste ou pas l'impérialisme reste l'impérialisme et qu'il ne pourra être abattu que par la lutte des masses.

du système monétaire international. Le principe de l'organisation d'une XIème conférence internationale, proposée par Mitterrand sur ce sujet, a été accepté par les Américains dans la 2ème déclaration.

Depuis des mois les gouvernements d'Europe réclament une baisse des taux d'intérêts américains qui drainent les capitaux spéculatifs d'Europe, plus intéressés par des investissements à courts termes et sans risques que par des investissements industriels aléatoires à hauts risques. Ils n'avaient jusqu'à Williamsburg reçu en écho que le son de leur propre demande. Le fait qu'ils aient pu avoir un moyen de pression avec les missiles, leur a permis d'obtenir une réponse.

Reste que ces sordides décisions, si elles démontrent que l'

Europe, et la France en particulier, n'entendent pas s'aligner derrière le parapluie américain sans contre partie, ont autant de valeur que leurs propos de vacuité.

Les grands de ce monde s'imaginent le diriger ! La vérité est tout autre et ils ne sont que les marionnettes de forces qui agissent par delà la conscience qu'ils en ont. Le monde s'achemine vers la 3ème guerre mondiale, malgré toutes les conférences sur la Paix et le désarmement, à travers un processus complexe de crises et de conflits, d'où devra émerger la seule force capable d'éviter le conflit généralisé, celle du prolétariat international, transformant la perspective de la guerre impérialiste mondiale en guerre civile contre l'ordre capitaliste international !

EUROPE DU SUD

La fonction de la Social-Démocratie

Portugal

Contrairement aux autres pays de l'Europe du sud et de la France, les socialistes portugais reviennent au pouvoir après 5 années d'éclipse.

En 1976, avec l'épopée de la "Révolution des œillets" les socialistes ont été dans la période trouble de décolonisation les garants de la stabilisation sociale et politique. Ce rétablissement de la paix sociale permit à la CEE de manifester sa solidarité bourgeoise avec son turbulent voisin du Sud en avançant les capitaux nécessaires à la relance d'une économie rendue exsangue par les guerres coloniales notamment, et au FMI d'intervenir pour boucher les trous les plus gros.

Aujourd'hui les socialistes de Soares reviennent sur le devant de la scène pour faire avaler au prolétariat la rigueur qu'impose la situation de faillite. Alors qu'en 1978 le déficit de la balance des paiements était de 4,5% du PIB, il est en 1983 de 14%. En 78 la dette extérieure était de 3 milliards de dollars, elle est aujourd'hui de 13 milliards. Les intérêts de la dette en 1982 représentent 5% du PNB et sont plus importants que les recettes du tourisme. Selon S.Lopez, ancien ministre des Finances, "la situation économique du pays exige l'adoption d'un plan de stabilisation beaucoup plus rigoureux que celui de 1978". Toujours selon lui, une nouvelle intervention du FMI est indispensable et devrait nécessairement comporter les points suivants: croissance 0, faillites en cascade, réduction des salaires, aggravation du chômage. Comme Gonzalez, son compère de la péninsule, Mario Soares a promis durant la campagne électorale un "Pacte social", doublé d'une lutte efficace contre la corruption". Mais pour faire passer pratiquement le plan d'austérité "il convient de partager les risques" avec le PSD. L'accord signé le 4 juin ces deux formations contient la dénationalisation des banques, des assurances, des industries du ciment et des engrais, afin de réactiver ces secteurs par l'initiative privée. Mais, last but not least, l'accord prévoit une modification de la législation du travail pour faciliter les licenciements. Gageons qu'en étant si complaisant aux recommandations du FMI, qui n'a d'autres perspectives que faire porter le poids maximum de l'austérité sur les travailleurs, Soares ne soit bientôt récompensé par un prêt qui lui permette momentanément de passer un difficile cap social et politique.

Espagne

Au moment où, en juin 1978, s'achevait le débat parlementaire sur le nouveau projet de constitution espagnole, démocrate que en même temps que "sociale", comme il est d'usage après l'effondrement d'un régime totalitaire en Europe, notre journal cita le commentaire d'un quotidien de large diffusion sur la présence de Felipe Gonzalez et de Santiago Carrillo, en tant qu'invités d'honneur - eux les secrétaires de deux partis traditionnellement, et inconciliablement opposés à l'armée - à un défilé militaire. "C'est extraordinaire", s'exclamait ce journal. Aujourd'hui, quatre ans plus tard, il aurait été "extraordinaire" qu'à l'arrivée de Jean Paul II à Madrid, les conseillers communaux socialistes et communistes ne se mettent pas pieusement en rang - comme l'a raconté avec émotion le maire socialiste de la capitale - pour baiser l'un après l'autre l'anneau du pape, en présence du roi et des hauts dignitaires de l'armée, ces piliers, avec l'Eglise, de l'Espagne traditionnelle et ultra-conservatrice.

C'est ainsi, en effet, qu'en terre espagnole aussi "les choses changent", c'est-à-dire CHANGENT dans la CONTINUITÉ la plus rigoureuse de l'ordre établi.

Mais tout le nouveau "changement" à l'eau de rose peut-il se conclure autrement qu'en donnant UN COUP DE VERNIS à la façade de l'Espagne traditionnelle pour SAUVEGARDER SES STRUCTURES, DES STRUCTURES NON PAS AFFAIBLIES MAIS RENFORCES ?

Felipe Gonzalez, le chef du parti socialiste espagnol, s'est préparé à cette tâche de longue date. Au congrès de septembre 1979 il avait déjà obtenu que disparaisse du programme du PSOE la moindre référence aux origines FORMELLEMENT MARXISTES du parti socialiste espagnol. Pendant la campagne électorale de l'année 1982 il n'a cessé de clamer partout que ses camarades et lui voulaient "porter à son terme la révolution bourgeoise" et, pour empêcher que le mot révolu -

tion, même atténué par bourgeoise ne provoque chez les prolétaires des illusions dangereuses, il ajoutait qu'il s'agissait d'une révolution morale, et non pas sociale, institutionnelle, politique, même économique.

Le grand dessein du technocrate Suarez avait été de rendre EFFICACES les structures traditionnelles de l'Etat; celui du moralisateur Gonzalez est de les rendre propres, non corrompues ni corruptibles. Dans les deux cas l'objectif est de les rendre moins FRAGILES, ce qui pour les prolétaires veut dire plus pesantes, plus oppressives et plus durables. Cela s'est traduit dès les premiers jours de l'arrivée du PSOE par toute une série de déclarations comme celle de la Confédération du Patronat Espagnol (CEOE) qui déclara que son attitude envers le nouveau gouvernement socialiste serait "l'ouverture complète du dialogue et de collaboration constructive (...)" pour étudier les problèmes concrets que connaît le pays". Et plus tard cette perspective commune du patronat et des socialistes de faire payer l'inévitable austérité aux travailleurs s'est concrétisée dans le "Pacte social" signé entre la CEOE et les syndicats CO et UGT fin janvier.

Lors de leur campagne électorale les socialistes avaient promis entre autres choses de maintenir le pouvoir d'achat: Le pacte social définit une augmentation des rémunérations entre 9,5% et 12,5% pour une inflation supposée de 12%. Mieux encore, des défenseurs ardents des conditions de travail des prolétaires imposent au patronat une diminution des heures annuelles de travail, MAIS... et ce "mais" est une véritable aggravation des conditions de travail, avec pour seul plafonnement une limitation semestrielle au lieu d'hebdomadaire comme cela était le cas auparavant. Ainsi le patronat pourra exploiter le travail salarié en fonction des coups de feu imposés par une conjoncture particulièrement anarchique, sans que les prolétaires puissent s'opposer légalement aux journées ou semaines de sur-travail.

C'est un cadeau inespéré dans une situation de crise internationale, où les carnets de commande n'ont souvent pour horizon que les 2 ou 3 mois à venir.

Et pour couronner ce royal cadeau de la monarchie socialiste le Pacte inclut déjà pour 1984 une non-réduction des heures de travail. Enfin, après avoir durant la campagne fait la promesse de créer 800000 emplois nouveaux pour lutter contre le chômage, ce qui était ridicule lorsque l'on sait qu'en Espagne on a le plus haut taux d'Europe (17%), Gonzalez l'abandonne devant les nécessités qu'impose la réalité économique internationale.

Le franquisme, qui pendant près de 40 ans s'identifia aux intérêts généraux de l'Espagne bourgeoise en parant son industrialisation dans l'ordre social le plus strict et en amenant ce pays traditionnellement agraire à la dixième place des nations industrielles, se métamorphosa de manière indolore au milieu des années 70 sous l'action conjuguée des forces bourgeoises de gauche et de droite en une monarchie constitutionnelle. La droite classique de Suarez ne pouvait faire passer l'austérité qu'impose la situation de crise internationale sans provoquer au niveau social une vague trop profonde. La gauche est donc, avec tout son bagage de réformettes, venue appeler les prolétaires à se rassembler autour de la défense de la démocratie, en acceptant les sacrifices nécessaires.

Grèce

Nous publions une affiche que nos camarades de Grèce ont placardée à Athènes au début de cette année. Mieux qu'un article, elle résume la réalité du socialisme à la grecque.

NON AU BLOCAGE DES SALAIRES, TOUTE LA CRISE SUR LE DOS DES PATRONS

*LE "CHANGEMENT" EST UN BRISEUR DE GREVES.

- Il a utilisé l'Armée pour briser la grève des trolleys et des bus.

*LE "CHANGEMENT" EST ANTI-OUVRIER

- La loi "anti-330" contre les grévistes des trolleys et des bus.
- La PASKE (organisation syndicale du PASOK) sabote toutes les luttes.
- La loi 3239 contre les grévistes de LARKO.

*LE "CHANGEMENT" SE MOQUE DES CHOMEURS

- Des milliers de chômeurs n'ont aucune aide ou touchent des allocations sous conditions.

*LE "CHANGEMENT" REPRIME

- Les MAT (équivalents aux CRS) contre les grévistes (Coop. Agricoles de Salonique, Papadopoulos, ...)
- Arrestation de 2 soldats le 17 novembre 1982.

*LE "CHANGEMENT" IMPOSE L'AUSTERITE

- Du fric aux militaires et aux flics, des incitations économiques et des subventions aux capitalistes.
- 10% de perte du pouvoir d'achat des salaires en 1982
- Blocage des salaires, attaque du réajustement automatique des salaires (ATA), abolition du droit de négocier des augmentations avec les conventions collectives.

*LE "CHANGEMENT" POUSSE A LA COLLABORATION DE CLASSE

- Collaboration harmonieuse entre ouvriers et patrons.

- Pas d'abus du droit de grève.
- Augmentation de la productivité signifie chômage et intensification des rythmes de travail.
- Défense de l'"économie nationale", c'est-à-dire boucherie dans une guerre avec nos frères de classe des autres pays.

CONTRE L'AUSTERITE ORGANISONS-NOUS EN LUTTANT POUR:

- l'augmentation unitaire, la diminution drastique des heures de travail.
- salaire journalier de 1350 drs, salaire mensuel 30000 drs (100 drs = 9 FF).
- indemnité de chômage égale au salaire de base sans condition.
- POUR LA DEFENSE DE CLASSE DES INTERETS OUVRIERS CONTRE LA DEFENSE DE L'ECONOMIE NATIONALE !
- POUR LA GREVE SANS PREAVIS ET SANS LIMITATION PREALABLE DE DUREE !
- POUR L'ORGANISATION ET L'AUTODEFENSE OUVRIERE !
- POUR L'UNITE ET LA SOLIDARITE DES OUVRIERS GRECS-ETRANGERS, TRAVAILLEURS-CHOMEURS DANS LA LUTTE COMMUNE CONTRE LE CAPITAL, LOCAL ET ETRANGER !

BRESIL

magasins pleins, estomacs vides

Il est bien connu que des pays traditionnellement agricoles et pratiquement autosuffisants du point de vue alimentaire, dans ce qu'on appelle le Tiers et le Quart monde, une fois entrés dans le cercle du marché mondial et lancés dans un processus frénétique d'industrialisation, ont fini par sacrifier les cultures traditionnelles qui les nourrissent à des cultures destinées uniquement à l'exportation. Ils obtiennent ainsi le double résultat d'être contraints d'importer les denrées les plus courantes en les payant les yeux de la tête et de dépendre ainsi des quotations des bourses des grandes métropoles impérialistes, payant ainsi le "développement" par l'instabilité croissante, la fragilité économique ou même la misère.

Même le Brésil, qui parmi les "pays en voie de développement" est un des plus avancés, en sait quelque chose: ayant concentré ses investissements dans l'agriculture d'exportation (soja, café, sucre, cacao, coton), il nourrit mal ou même très mal une population encore largement rurale dans une région pourtant caractérisée par une grande fertilité naturelle. Mais ce qui aggrave cette situation, c'est aujourd'hui un nouveau facteur, lui aussi directement dépendant des lois de l'économie marchande.

On sait que la dette extérieure brésilienne - contractée au cours de la dernière décennie - s'élève désormais à 90 milliards de dollars environ et que, pour faire face à la charge toujours plus écrasante des intérêts à payer et des tranches de capital à restituer d'année en année, l'Etat ne peut éviter de s'endetter toujours plus. Sortir au moins en partie de ce cercle vicieux est possible à la seule condition de réduire les dépenses publiques, de comprimer la consommation et de forcer les exportations, au besoin en dévaluant la monnaie (le cruzeiro a en effet été dévalué pour la onzième fois de 30% en février dernier).

Le Brésil n'est pas seulement un grand producteur agricole; il est égale-

ment un grand éleveur de bétail, surtout bovin. Or la "maxi-dévaluation" de la monnaie nationale a rendu sa viande particulièrement compétitive sur les marchés étrangers. Les braves dirigeants du pays en concluent qu'"après en avoir exporté chaque année pour 350 millions de dollars, cette année on peut en exporter pour un milliard" (déclaration de Paulo Rabello de Castro, de la Fondation Getulio Vargas - voir le Monde du 3.3.83). Le résultat est que "le brésilien moyen, qui jusqu'à présent consommait en moyenne 17 Kg de viande de boeuf par an, ce qui était peu, n'en consommera cette année que 12 ou 13. S'agissant d'une moyenne, cela signifie qu'en fait une grande partie de la population n'en mangera plus du tout".

C'est ainsi que, du fait de la chute du pouvoir d'achat et de la fuite des denrées alimentaires à l'étranger, un pays qui a de la nourriture en abondance ne réussit à nourrir la grande majorité de ses habitants que de façon dérisoire. Il est vrai que quelque économiste, adaptant à la situation locale la célèbre phrase de Marie-Antoinette, pourra s'écrier: "ils n'ont pas de boeuf? Qu'ils mangent du porc ou du poulet!" Le malheur est que, si les porcs et les poulets abondent, on a de moins en moins d'argent pour en acheter. Comment s'étonner, dans ces conditions, des pillages de magasins, des révoltes de paysans affamés, des émeutes dans les banlieues des grandes villes?

Parmi les délices du capitalisme il y a celui-ci: on produit seulement ce qui est rentable sur le marché, on vend seulement sur les marchés qui offrent des conditions avantageuses. Que les grandes masses, les seules productrices de richesses, crèvent de faim, qu'importe? Ce qui dicte sa loi, sous le capitalisme, ce n'est pas l'homme, mais la marchandise; ce ne sont pas les exigences de l'estomac, mais celles du capital. Il est entendu que, dans ce cadre, le Brésil n'est pas l'exception, mais la règle.

Facteurs

de race et de nation dans la théorie marxiste

Reproduction de l'espèce et économie productive.
Digression sur Staline et la linguistique.

Le poids du facteur national dans les différents modes historiques de production.

Le mouvement du prolétariat moderne et les luttes pour la formation et l'émancipation des nations.

Annexe: articles des années 1951-1953.

LISEZ ET FAITES CONNAITRE LES TEXTES CLASSIQUES DE LA GAUCHE ITALIENNE :

"FACTEURS DE RACE ET DE NATION" D'AMADEO BORDIGA, ed. Prométhée 215 pages - 35 Francs. Commandes au Prolétaire.

CORRESPONDANCE ET ABONNEMENT

Le prolétaire
20, rue Jean Bouton - F - 75012 Paris
Versements: chèque bancaire ou chèque postal à l'ordre du "Prolétaire"

Directeur-gérant: Sero

Imprimerie: Editions Polyglottes
232, rue de Charenton - 75012 Paris

Distribué par les NMPP
No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926

CORRESPONDANCE

POUR LA SUISSE

Editions Progrès

12, rue de Post 1003 LAUSANNE